

Éditorial

Radicalisme de droite :
un antisystème bien ordonné

Le 23 mai 2016, il s'en est fallu de peu que le candidat du FPÖ autrichien, Norbert Hofer, devienne le premier chef d'État européen issu d'un parti d'extrême droite à être élu depuis la Seconde Guerre mondiale. La victoire sur le fil du candidat écologiste Alexander Van der Bellen a été vécue par beaucoup comme un soulagement mais ne doit cependant pas éclipser le fait que le parti de feu Jorg Haider a réalisé à cette occasion le meilleur score de son histoire avec 49,65% des suffrages exprimés au second tour, soit 2.223.458 voix. Il est également interpellant de constater que le second tour s'est joué entre deux candidats qui n'appartenaient pas aux deux grands partis traditionnels autrichiens, le conservateur ÖVP et le social-démocrate SPÖ, tous deux éliminés au premier tour avec un score avoisinant chacun 11%.

En France, le dernier sondage IPSOS réalisé entre le 13 et le 22 mai 2016 crédite Marine Le Pen de 28% d'intention de vote, la qualifiant ainsi pour le second tour de l'élection présidentielle. Autre enseignement de ce sondage (et de bien d'autres semblables), l'absence d'un candidat issu de la gauche à ce même second tour.

Un premier constat s'impose à la lumière des éléments qui précèdent : les partis traditionnels ou « de gouvernement » semblent dépassés par des formations ou des personnalités qui se présentent aux électeurs dans une posture « antisystème ». C'est manifestement le cas de l'Autriche, mais aussi celui de la France où la candidate « antisystème » par excellence a le vent en poupe, et c'est également le cas aux États-Unis où, parallèlement à Bernie Sanders côté démocrate, le phénomène populiste Donald Trump a déjoué tous les pronostics qui le voyaient sombrer face à des candidats républicains « sérieux » tels que Jeb Bush, par exemple.

Ce qui nous amène à dresser un second constat : à quelques exceptions près, le positionnement « antisystème » semble davantage faire recette à droite de l'échiquier politique qu'à gauche. Et ceci pose question. Pourquoi, en ces temps de crise et de mécontentement social généralisé, notamment en France, la colère des électeurs ne se traduit-elle pas électoralement par la hausse d'une gauche censée incarner des valeurs telles que l'égalité, la justice sociale et l'insoumission ? Pourquoi semble-t-il plus opportun politiquement d'incarner une forme de radicalisme de droite ? Sommes-nous là devant un rébus entouré de mystère au sein d'une énigme, pour reprendre l'expression de Churchill à propos de la Russie ?

Le chercheur français Nicolas Lebourg lève déjà un coin du voile quand il explique la nécessité pour Marine Le Pen de « trouver l'alliage qui lui permette d'être dure, antisystème, subversive, et rassurante, performante dans le même temps » (voir p.4), ce qui, en d'autres termes, évoque un subtil positionnement opportuniste de rupture en trompe-l'œil destiné à ratisser large. Par ailleurs, un deuxième coin était déjà levé, entre autres par Frédéric Lordon – encore lui ! – que nous citions dans un numéro précédent¹ et qui dénonçait déjà en 2012 les trahisons de la gauche face à l'idéologie néolibérale, trahisons qui faisaient (et font toujours) le lit du Front national. Et l'économiste de tirer la sonnette d'alarme face au « produit endogène des alternances sans alternative qui pousse, assez logiquement, les électeurs à aller chercher autre chose, et même quoi que ce soit, au risque que ce soit n'importe quoi² ».

Une posture révolutionnaire en trompe-l'œil alliée à un désarroi électoral devant la prise de conscience progressive de l'absence apparente d'alternative politique, voici des ingrédients dangereux annonciateurs de lendemains qui déchantent. Car, puisque c'est bien de « radicalisme » qu'il est question ici, rappelons que les valeurs qui résident « en la racine » de la plupart des droites radicales sont le postulat d'une inégalité naturelle entre les individus et l'inscription de cette inégalité dans un ordre social qu'il s'agit de conserver à tout prix.

Dans cette perspective, un radicalisme de droite qui se présenterait comme révolutionnaire et disposé à changer le monde ne pourrait être rien d'autre qu'une escroquerie. ••

Julien Paulus,
Rédacteur en chef

¹ « La gauche, entre crise et renoncements » in *Aide-mémoire* n°69, juillet-septembre 2014.

² Frédéric Lordon, « Front national : mêmes causes, mêmes effets... », <http://blog.mondediplo.net/2012-05-02-Front-national-memes-causes-memes-effets>

Numéro
spécial
« Radicalisme
de droite »



Manifestation du parti néonazi allemand « Der III Weg » (cc) Superikonoskop

Extrême droite en Europe : radicalisme feutré et langage codé

Par **Jérôme Jamin**, chargé de cours à l'Université de Liège

Les différents articles rassemblés dans ce numéro témoignent de la difficulté pour caractériser le phénomène de l'extrême droite. L'usage de cette notion est problématique au regard des différences entre les partis, leurs histoires, les programmes, et les contextes nationaux, mais aussi par rapport à sa connotation négative lorsqu'elle est mobilisée dans le champ politique ou médiatique.

La catégorie « extrême droite » pèse sur le rapport entre les partis dits « traditionnels » et les partis marqués à cette enseigne. Cependant, si une sorte de « zone grise » rassemble des acteurs aux visages multiples, quelques traits spécifiques forts demeurent, au-delà des particularismes.

D'abord, l'extrême droite et les partis qui s'en rapprochent (les droites radicales, le populisme de droite et les partis xénophobes ou anti-immigration, etc.) adoptent tous – certes à des degrés divers – une attitude d'hostilité vis-à-vis de certains groupes et de certaines minorités. Ceux-ci sont systématiquement considérés comme menaçants voire dangereux pour l'intégrité du groupe d'accueil, soit au niveau de la nation et/ou de l'identité, soit sur le plan culturel, soit sur le plan religieux, même si dans ce dernier cas, nous le verrons plus bas, la religion est mobi-

lisée comme un trait culturel saillant. L'extrême droite et les partis qui s'en rapprochent se caractérisent par une méfiance forte vis-à-vis d'individus considérés comme culturellement et ethniquement différents et donc inassimilables, notamment en raison de leur détermination par le groupe, le postulat selon lequel ces derniers peuvent avoir des parcours personnels et indépendants du groupe étant unanimement rejeté. Cette méfiance implique un rejet plus ou moins violent selon les contextes nationaux et les partis concernés, celui-ci pouvant aller de la simple interpellation au Parlement pour dénoncer « l'immigration incontrôlée » au soutien explicite apporté à des milices néo-nazies chargées de « rétablir l'ordre » dans des quartiers avec une forte population d'origine immigrée.

> suite p.6-7

Attentats de Bruxelles, que dit et propose l'extrême droite ?

Par **Manuel Abramowicz**, Membre de la rédaction de RésistanceS.be

Contre le terrorisme, les partis et mouvements extrémistes de droite revendiquent des mesures radicales : tribunal et prison militaires, peine de mort pour les terroristes arrêtés, expulsions des familles de ceux-ci dans leur pays d'origine, poursuite judiciaire pour trahison des politiciens jugés responsables du laxisme ayant permis les attentats de Bruxelles... L'extrême droite n'a pourtant pas de leçon à donner en matière de terrorisme. L'extrémisme islamiste et l'extrémisme fasciste sont les deux faces de la même pièce. Tour d'horizon.

Dès les premières minutes après les deux attentats perpétrés à Bruxelles, à l'aéroport international de Zaventem puis à la station de métro Maelbeek par un commando belge de l'Organisation de l'État islamique (EI ou Daesh) – 31 morts et plus de 300 blessés ré-

pertoriés à la date de ce 24 mars –, des partis et des mouvements d'extrême droite se sont manifestés pour tenter d'en récupérer un bénéfice politique. Comme des vautours. Une habitude.

> suite p.6-7

BIP OFF 2016 : « Tensions » de Krasnyi

En 2011, des passionnés, des engagés, décident de s'unir pour couvrir en images les mouvements sociaux en Belgique mais aussi à l'étranger. Le collectif **Krasnyi** est né.

À contre-plan du fatalisme ambiant, ses membres documentent les formes de résistance qui se développent face aux injustices et aux inégalités de notre société. Mais plus encore, Krasnyi se veut un instrument pour redonner la parole aux laissés-pour-compte, aux stigmatisés et aux acteurs de changements sociaux, dont les médias parlent mal ou très peu. Appareils au poing, les membres accompagnent tous ces indignés dans la rue, et nous plongent dans des rencontres humaines qui nous aident à comprendre leurs colères.

En 2015, le collectif sort le premier numéro de sa revue **Tensions**, une rétrospective autour d'un large éventail de mobilisations présentée dans cette exposition de photos où solidarité rime avec engagement ; deux principes forts défendus par Les Territoires de la Mémoire.

Plus d'infos sur : www.krasnycollective.com

Exposition organisée dans le cadre de la BIP OFF 2016 (Biennale de l'image possible)

Visible du lundi 12 septembre au dimanche 16 octobre 2016, dans l'Espace Rencontre de la Bibliothèque George Orwell des Territoires de la Mémoire, à la Cité Miroir, Place Xavier Neujean, 22, 4000 Liège (2^e étage).

Le **vernissage** de l'exposition aura lieu le vendredi 23 septembre 2016 à 19h.

Horaires de visite :

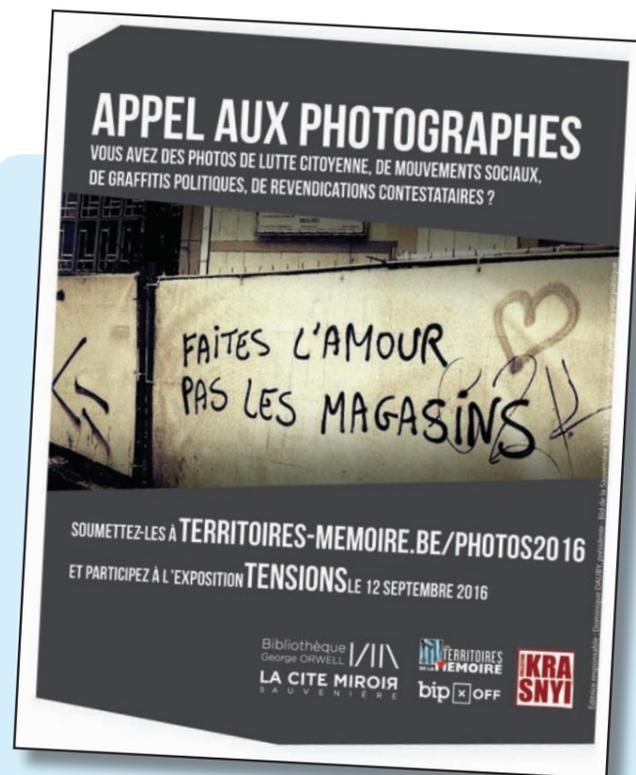
- du lundi au vendredi de 9 h à 18 h,
- samedi et dimanche de 10 h à 18 h

Entrée libre

bibliotheque@territoires-memoire.be

<http://www.territoires-memoire.be/>

+32(0) 4 232 70 62



Participez en nous envoyant vos photos militantes :

Que vous soyez amateur ou professionnel, déposez par mail vos photos de mouvements sociaux en lutte pour un idéal démocratique ou des photos de graffitis politiques ou toutes autres photos montrant une revendication citoyenne ...

Pour l'envoi : www.territoires-memoire.be/photos2016



3 pavés pour la Mémoire à Liège

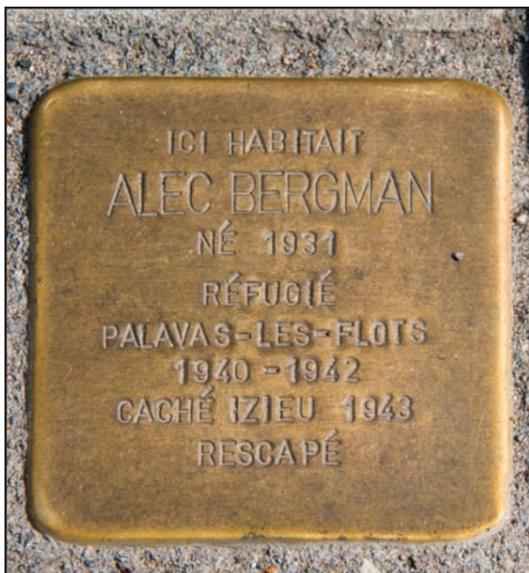
Moment de recueillement et d'émotion ce vendredi 22 avril 2016 : trois Pavés pour la Mémoire ont été inaugurés à Liège, en l'honneur de Marcel et Albert Bulka et Alec Bergman, victimes de la barbarie nazie.

Les pavés ont été placés devant leurs anciens domiciles respectivement rue des Champs et rue Grétry, à Liège.

Alec Bergman, rescapé, était d'ailleurs présent pour nous expliquer son histoire, son parcours, ainsi que celui de ses amis d'Izieu, tragiquement disparus dans les camps d'extermination.

Marcel et Albert Bulka et Alec Bergman, enfants, ont fui la Belgique en mai 1940 avec leurs familles. Elles se sont cachées à Izieu, à un moment donné de leur clandestinité. Ce petit village de l'Ain est situé en « zone italienne » quand la « colonie des réfugiés de l'Hérault » s'y installe au printemps 1943 jusqu'au 6 avril 1944. À cette date, les 44 enfants et leurs 6 accompagnateurs sont raflés par le SS Klaus Barbie, responsable de la Gestapo de Lyon. Ils seront déportés et assassinés dans les chambres à gaz d'Auschwitz-Birkenau. Parmi eux se trouvaient Albert et Marcel Bulka.

Cet évènement a été organisé conjointement par l'Association pour la Mémoire de la Shoah, le bourgmestre de Liège M. Willy Demeyer, la Maison d'Izieu - mémorial des enfants juifs exterminés, la Fondation pour la Mémoire de la Shoah, Philip Coreder, député des Français du Bénélux, le Collège cohésion sociale de la Commission communautaire française, l'Ambassade et le Consulat de France en Belgique et les Territoires de la Mémoire.



Les différentes couleurs, un petit livre sur la diversité

D'apparence minimaliste, fond blanc uniforme, emploi exclusif de sept couleurs, structure linéaire, *Les différentes couleurs* est un petit livre qui s'adresse aux plus jeunes, ceux à qui on raconte des histoires, ceux qui apprennent les couleurs, découvrent les émotions.

Cependant, derrière cette apparence de simplicité, c'est l'adulte accompli ou en devenir qui est ciblé, celui qui est « en éducation permanente », en réflexion. Esprit critique et diversité sont ainsi « mis en mots et en images » car si parler des concepts est une nécessité, les montrer constitue une réelle opportunité.

Un outil pour appréhender la diversité

Mais ce n'est pas tout. Il eût été dommage de proposer un livre sur la diversité en le restreignant à une langue et à une culture unique. C'est pourquoi ce livre est traduit simultanément dans les six langues étrangères les plus parlées de nos régions, à savoir : l'anglais, le néerlandais, l'italien, l'arabe, le turc et le russe. La traduction simultanée souhaite ouvrir l'accès via ce livre à autant de cultures.

Sept couleurs, sept langues mais aussi sept émotions ! Sept émotions partagées par toutes les cultures ; tous différents, oui, mais profondément humains.

Publié en coédition avec le **CRIPPEL** (Centre Régional pour l'Intégration des personnes étrangères ou d'origine étrangère de Liège) et en partenariat avec le **SeTIS wallon** (Service de Traduction et d'Interprétariat en milieu social), ce petit livre entend donc promouvoir la diversité, une diversité que l'on ne peut appréhender qu'à la condition de prendre le temps d'enseigner, notamment grâce aux livres et à la culture. Il permet également, par une invitation à prendre physiquement du recul, à se forger un esprit critique et à constater l'écart qui se dresse entre nos perceptions des particularismes et l'ensemble d'un système rendu magnifique par la diversité

qu'il abrite. Ce livre est en somme un plaidoyer pour le vivre ensemble.

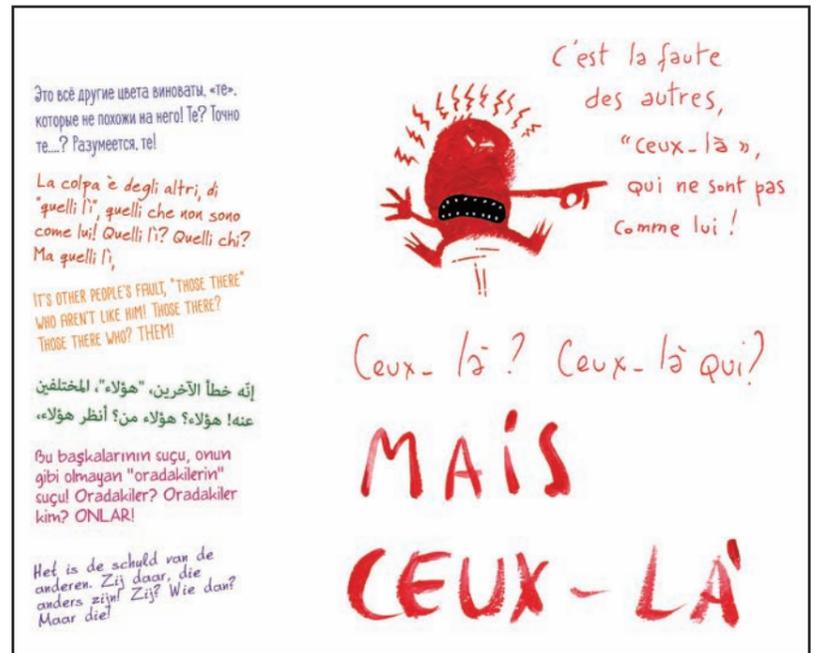
Les auteurs

Renaud Erpicum est licencié en Information et Communication (Université de Liège). C'est un jeune auteur qui signe ici son premier livre « pour 7-77 ans ». Coordinateur depuis 10 ans d'une équipe d'action locale du Centre d'Action Laïque de la Province de Liège, il est particulièrement sensible aux questions relatives à la diversité, à l'éducation et au « Vivre Ensemble ».

Cécile Bertrand a étudié la peinture à Saint-Luc, à Liège. En 1975, son mémoire de fin d'étude, malgré les réticences (la Peinture avec un grand « P » n'étant ce qu'elle était à l'époque), portait sur... le dessin de presse ! Après avoir réalisé de nombreux livres pour enfants (Seuil, Nathan, Lothrop à New-York, Agertoft au Danemark...), elle s'est – enfin – risquée à toucher au dessin de presse et ce, à la suite de la chute du mur de Berlin, événement qui l'a beaucoup marquée. Dès janvier 1990, ses dessins sont publiés par le *Vif*, puis dans *Plus Magazine*, puis chez Axelle (la revue de *Vie Féminine* qui lui permet d'exprimer tout le bien qu'elle pense de la condition de la femme), dans *Imagine*, et, dès le 21 mai 2005, à *La Libre Belgique*, où elle occupa jusqu'il y a peu le poste de dessinatrice éditoriale avec ses « poux ». Le *Courrier International* publie également régulièrement ses dessins de presse.

Renaud Erpicum et Cécile Bertrand, Les différentes couleurs, Territoires de la Mémoire, collection « Points d'encre », 2016.

Publié avec le soutien de la Région Wallonne.



« Aide-mémoire fait débat #2 » : radicalismes religieux ?

La deuxième rencontre « Aide-mémoire fait débat » autour du triptyque « Les religions, les peurs et les médias » a eu lieu ce 9 juin. Merci à tous les participants qui sont venus partager leurs questions, réflexions et analyses. Parmi eux, les jeunes rappers de la Maison des Jeunes de Saint-Nicolas ont, en outre, accepté de nous livrer quelques-uns de leurs nouveaux textes. Une soirée riche et motivante, au cours de laquelle il fut finalement peu question de religion, preuve s'il en est que le débat est avant tout politique.

Rendez-vous en septembre pour le prochain « Aide-mémoire fait débat » autour du radicalisme de droite et de l'extrême droite.



Illusionniste (Texte de TxK)

Je suis ce jeune d'une société, confronté à la folie humaine. Les miens sont individualisés, là où c'est chacun pour soi-même.

Mais ici c'est chacun sa merde, ça pourrait même balafrer ta mère. Je rappe alors mon calvaire, et tout ce que j'ai pu perdre.

Y a tout ce que je voudrais dire, ce sur quoi je devrais la fermer. Parler de l'État et ses vampires, et de tous mes frères enfermés.

Jeune artisan du bic, je martèle mon crâne de rimes,

comme les crimes de Charles Martel, oubliés dans leurs chroniques.

Où sont passées vos valeurs, la dignité est morte. Insurgé c'est en votre honneur, révolté la révolte est proche.

C'est de mon crayon en graphite que se gravent vite mes lyrics pourfendeurs, pourvus de phrasés magiques.

Alors que bafoués sont vos droits et que monte l'extrême droite. Regarde là mon troisième doigt pour dire qu'on est dans une boîte.

Le savoir est une arme et c'est les plus riches qui le vendent, nous on n'a plus que les larmes et de voir nos amis qui se pendent.

D'entendre que la ceinture est serrée, la terre saturée par effet de serre. T'inquiète je gère ou je gerbe, mais sur nos affaires je gamberge.

Moi j'ai la rage mais pas celle qui fait baver, y a nos sangs sur les pavés, après un putain de saccage.

Démocratie ou pure illusion. Idiocratie ou n'être que des pions. Naître et mourir comme un con,

se taire avec un bâton dans l'fion. Multinationale sponsorisée capitaliste, j'reste contestataire, j'reste réfractaire, à leur système en faillite.

J'ai écrit ce que l'on veut pas entendre, j'ai un cœur tendre, mais une langue en guise de glaive, avec la vérité sur les lèvres. Élève je pense que la vie m'apprend chaque jour un éternel recommencement.

Mirage politique instauré, virage médiatique restauré, jusqu'à thésauriser le savoir, terroriser pour plus en avoir.

Au lendemain d'une élection présidentielle autrichienne qui échappa d'un cheveu au candidat du parti d'extrême droite FPÖ et moins d'un an avant l'élection française pour laquelle Marine Le Pen est créditée des meilleures intentions de vote, il nous a paru intéressant de faire le point sur le paysage radical de droite dans l'Hexagone.

Radicalisme et extrême droite

Entretien avec Nicolas Lebourg

Research fellow, Institute for European, Russian and Eurasian Studies (IERES), George Washington University. Chercheur associé au Centre d'Etudes Politiques de l'Europe Latine (CEPEL), CNRS-Université de Montpellier. A entre autres publié (avec Jean-Yves Camus), *Les Droites extrêmes en Europe*, Paris, Seuil, 2015.



Gaëlle Henrard : L'extrême droite française est souvent résumée au Front National, mais n'est-elle pas beaucoup plus fragmentée ?

Nicolas Lebourg : C'est même sa structure historique : dans l'entre-deux-guerres, alors que le fascisme donnait jour à des partis de masse en Allemagne et en Italie, le fascisme français était une galaxie de groupuscules. L'espace extrême droitier français est foncièrement balkanisé. Dès 1934, le théoricien de l'Action Française, Charles Maurras, proposa de réaliser un « compromis nationaliste » entre toutes les structures afin de créer un « Front National ». Même sous Vichy, la pluralité, la conflictualité et l'émiettement étaient là. Les idées et expressions étaient encore de mise quand, en 1972, le mouvement ouvertement néofasciste Ordre Nouveau a lancé le FN. Jean-Marie Le Pen a su rassembler toutes les chapelles, en se positionnant comme leur arbitre souverain, ce que personne n'était arrivé à faire dans l'histoire des extrêmes droites françaises. Mais, lors de la scission du FN en 1999, les radicaux ont suivi Bruno Mégret dans son nouveau parti. À partir de là, le FN n'a plus été un compromis nationaliste mais a été régi par une obligation de soumission à la famille Le Pen. Pour permettre la prise de contrôle du parti par Marine Le Pen, les nationaux-catholiques ont été poussés dehors. Alain Soral a claqué la porte et s'est replié sur le combat culturel. Le FN a lancé le Rassemblement Bleu Marine, où on retrouve aussi bien des transfuges de la droite que, parmi les candidats aux élections municipales, une cinquantaine de membres du Bloc Identitaire – c'est donc un nouveau compromis nationaliste. Quant à Jean-Marie Le Pen, il vient de lancer ses Comités Jeanne. Tout cela s'interconnecte et se déchire avec constance.

Gaëlle Henrard : Ce numéro porte sur la place qu'occupe le radicalisme à droite de l'échiquier politique. Quelle est l'importance de la pensée radicale au sein des extrêmes droites françaises ?

Nicolas Lebourg : Cela dépend de comment on définit la radicalité et sur quel plan on se place. Historiquement, l'extrême droite française connaît d'abord au XIXe la structuration de ces courants nationaux-populistes et contre-révolutionnaires. Pour ma part, ce que j'appelle « l'extrême droite radicale » naît après 1918 (fascisme, nazisme, national-bolchevisme, etc.), en proposant une révolution qui soit de l'ordre anthropologique et non socio-économique. L'extrême droite radicale française, très marginale, se comprend avant tout dans un cadre transnational : elle ne cesse d'échanger idées, méthodes et slogans avec ses homologues européennes. C'est un rhizome politique et culturel. Elle a souvent eu un certain travail en matière d'agit-prop. Le FN lui a ainsi dû hier ses discours anti-américains, antisionistes, et anti-immigration. Il lui emprunte aujourd'hui des éléments sur la républicanisation du discours, la thématique islamophobe, l'idée d'un remplacement de populations, ou les liens que l'Europe doit avoir la Russie. C'est d'ailleurs sur la question européenne que les radicaux français ont souvent été les plus intéressants sur le plan théorique, c'était d'ailleurs très marqué entre les collaborationnistes (ayant épousé la cause d'un Nouvel ordre européen naissant grâce à l'europanisation de la *Waffen-SS* et ayant vocation à fonder un Empire aux dimensions eurafricaines) et les collaborateurs (les pétainistes, réactionnaires et nationalistes hexagonaux).

Ces divergences n'empêchent pas un socle commun. Si la gauche est affaire de programmes et que la droite est surtout un style, l'extrême droite est affaire de vision du monde. Parmi les nombreux points communs, il y a l'idée que la communauté doit être réorganisée comme un tout organique, le refus de l'ordre géopolitique en état, la promotion de ce qui seraient les élites véritables, la volonté d'opposer une enclosure à la globalisation. On observe d'ailleurs que les extrêmes droites se renouvellent par les modifications géopolitiques et les étapes de la globalisation : le national-populisme naît de la guerre de 1870, le fascisme de 1918, le néofascisme naît durant la Seconde Guerre mondiale (europanisation de la *Waffen-SS* et congrès de Vérone qui réforme le mussolinisme), ou le néo-populisme après le 11 septembre 2001 (quand Geert Wilders invente aux Pays-Bas un nouveau modèle qui a beaucoup inspiré le FN de Marine Le Pen).

Mais, pour saisir la radicalité, on peut aussi partir d'un point de vue juridique plutôt qu'historique ou politologique. La loi française conçoit divers motifs d'interdiction de groupes politiques. Ces motivations sont donc ce que la norme définit comme hors-système. On peut les diviser en deux groupes, l'un qui serait la « violence politique » (manifestations armées ; caractère paramilitaire ; terrorisme ; atteinte grave à l'ordre public), et l'autre qui définirait la « radicalité politique » (intention de la force ; atteinte à la forme républicaine de gouvernement ; atteinte à l'intégrité du territoire ; liens avec la Collaboration ou entreprise de réhabilitation de celle-ci ; incitation à la haine, à la discrimination ou à la violence). Si on observe l'extrême droite, il est clair que les incitations à la discrimination sont le cœur idéologique du FN, que celles à la haine ou à la violence sont dans certains groupuscules, et que le reste est epsilon¹. Alors que l'ensemble de la vie politique en France se durcit, se droitise, les plus radicaux sont eux un peu en berne. Par ailleurs, autant depuis quelques années il y a des best-sellers d'auteurs ultra-réactionnaires, autant l'extrême droite radicale française est aujourd'hui atone au niveau intellectuel.

Gaëlle Henrard : Quels sont les points de convergence entre l'extrême droite radicale et cette droite qui, il y a peu, se qualifiait elle-même de « décomplexée » ?

Nicolas Lebourg : Il y a d'abord un point commun qui est apparu lors des manifestations-fleuves de 2013 contre le droit reconnu aux homosexuels de se marier : l'idée que le libéralisme culturel (ouverture des frontières, mariage gay, etc.) serait l'ennemi et qu'il serait incarné par la social-démocratie, les extrêmes droites y ajoutant l'Union européenne à l'échelle géopolitique.

Les thèmes sur lesquels fusionnent les électors de droite sont ceux liés à l'identité nationale, à l'immigration et à la sécurité. C'est en voulant mener campagne sur les thèmes identitaires que Nicolas Sarkozy a perdu, en 2012, son offre politique devenue illisible et crispant son flanc centriste. La droite n'a pas échoué pour n'être pas allée assez loin sur les thèmes identitaires, comme disent certains de ses cadres, mais parce qu'elle a abandonné ce que Nicolas Sarkozy avait nommé en 2007 la « valeur-travail », une offre idéologique qui correspondait aux demandes de hiérarchie sociale considérées comme légitimes, communes aux électors de droite et du FN (chez les professions libérales par exemple le vote FN a ainsi été de 22% en 2002, 9% en 2007 lorsque Nicolas Sarkozy parlait de « travailler plus pour gagner plus », 17% en 2012 quand il parlait de l'islam). En abandonnant l'autonomie de son offre politique, en plagiant les problématiques ethnoculturelles de l'extrême droite, la droite a organisé le transfert de son électorat selon le principe toujours vérifié en Europe « l'électeur préfère l'original à la copie » – une formule d'ailleurs inventée par François Duprat, néofasciste et numéro deux du FN, assassiné en 1978, lorsqu'il proposa que le FN sorte du thème de l'anticommunisme pour se mettre à critiquer le coût social de l'immigration, en imaginant d'avance la façon dont les droites viendraient reprendre la thématique et ainsi normaliser ce qui n'était encore qu'un groupuscule².

Gaëlle Henrard : Certains en France semblent considérer aujourd'hui l'extrême droite comme de plus en plus fréquentable voire de plus en plus légitime. Comment l'expliquez-vous ?

Nicolas Lebourg : C'est l'effet de nos institutions, très compliquées. L'essentiel de notre système politique consiste en des scrutins à deux tours, avec des taux variables à atteindre au premier pour accéder au second. Or, la montée du FN a abouti à une tripartition des voix au second tour, mais comme le parti est sans alliés pouvant constituer ses réserves de voix à ce stade, il finit par y échouer. Résultat, il y a une guerre de mouvements des partis pour essayer de retrouver de la marge, un système à deux tours ne pouvant se décoincher d'une tripartition que par l'élimination d'un des protagonistes, et certains rêvent de la constitution d'un bloc des droites.

C'est ensuite un effet stratégique. La stratégie de normalisation entreprise par Marine Le Pen a eu de vrais effets. En 2016, 56% des sondés estiment encore que le FN constitue « un danger pour la démocratie », mais l'idée que le parti puisse participer à un gouvernement est passée de 12% en 1990 à 36% aujourd'hui. Cependant, la mobilisation inattendue de l'électorat contre le FN au second tour des élections régionales de décembre dernier, ou le fait que les événements du FN continuent d'abord à attirer des jeunes et des retraités, c'est-à-dire des personnes qui ne prennent pas de risques par rapport à leur carrière, témoigne que la normalisation n'est pas la normalité.

C'est aussi un effet culturel. Les enquêtes d'opinion montrent depuis des années la montée en puissance d'une angoisse face à l'idée que la France puisse se fragmenter en communautés hostiles. Marine Le Pen et son biotope parviennent à expliquer que la globalisation (culturelle, démographique, économique, politique) et l'expérience de la vie quotidienne (le travail, le logement, la sécurité, etc.) se comprennent en fait comme une orientaliation de l'Europe. Ce discours fonctionne extrêmement bien sur un pays qui s'était construit culturellement depuis l'Ancien Régime sur des valeurs unitaires, et que la crise des réfugiés a plongé dans un état de panique (comme l'a démontré une étude comparative faite sur sept pays européens).

Gaëlle Henrard : Dans la perspective des élections présidentielles de 2017, comment situez-vous Marine Le Pen en termes de « radicalisme » ?

Nicolas Lebourg : Marine Le Pen est à la base une national-populiste, elle veut une République césariste et référendaire. L'homme nouveau, la guerre impérialiste, le totalitarisme, l'inégalité des races ou l'antisémitisme ne sont pas de sa nature idéologique. Mais ses propres conceptions politiques sont une radicalisation du rôle de l'Exécutif par rapport à son père. Son offre idéologique est devenue celle d'un souverainisme intégral : chaque question politique est ramenée, côté problème, à ce couple globalisation-orientalisation, du côté de la réponse à la souveraineté nationale et au rôle de l'État. Maintenant, il faut comprendre que durant la campagne présidentielle de 2012, Marine Le Pen a connu un tassement de ses intentions de votes lorsqu'elle s'est mise à surtout parler de la Banque Centrale Européenne. Elle est remontée suite à un petit scandale qu'a déclenché son père, en citant un poème du collaborationniste fusillé, Robert Brasillach, puis suite aux attentats islamistes perpétrés par Mohamed Merah, et là elle a enclenché un discours très offensif, clamant : « Combien de Mohamed Merah dans les bateaux, les avions, qui chaque jour arrivent en France remplis d'immigrés ? ». Résultat, finalement, elle a fait un score historique. Elle doit donc trouver l'alliage qui lui permette d'être dure, anti-système, subversive, et rassurante, performante dans le même temps – par exemple aux régionales de 2015, seulement 13% des diplômés de second et troisième cycles universitaires ont voté FN. En définitive, reste le fait que la France a une armée projetée sur de nombreux théâtres d'opération et est un membre permanent du conseil de sécurité de l'ONU. C'est donc une cible de choix, et il est très délicat d'imaginer l'évolution de la campagne électorale si elle doit connaître des attaques terroristes.

¹ NdR : en mathématiques, epsilon désigne une quantité infinitésimale.

² NdR : sur François Duprat, voir la chronique que lui consacrait Julien Dohet dans le numéro précédent : « Plongée chez les radicaux de l'extrême droite », *Aide-mémoire* 76, p.11.

La radicalité feutrée de la droite espagnole

Par **Ángeles Muñoz** et **Maite Molina Mármol**

La récente vague migratoire a révélé la résurgence de l'extrême droite en Europe. D'après le *New York Times* du 22 mai, l'Espagne y fait figure d'exception, avec le Portugal : deux pays ayant connu des dictatures longues et violentes¹. Il est vrai que, à la différence du contexte qui a prévalu ces dernières décennies, l'Espagne est aujourd'hui bien moins touchée que d'autres pays par l'arrivée des migrants et ne constitue plus la porte d'entrée principale dans la forteresse Europe². Mais, pour y expliquer la présence minoritaire des partis d'extrême droite, il faut surtout tenir compte de la particularité des courants ultraconservateurs espagnols qui ont trouvé refuge, depuis la fin de la dictature franquiste, au sein de la droite parlementaire représentée aujourd'hui par le Parti Populaire (PP).

Le principal facteur explicatif est à chercher dans la spécificité du processus de « transition » politique qui a suivi la mort du dictateur Francisco Franco en 1975, après près de quarante années de dictature.

Pour rappel, on parle souvent de « pacte d'oubli » ou « pacte de silence » pour désigner l'axe principal, longtemps considéré comme condition nécessaire à la Transition du franquisme à la démocratie. Il faut rappeler, pour comprendre les termes de ce pacte, le déséquilibre des forces en présence : la mouvance la plus réactionnaire du franquisme est au pouvoir – malgré la politique « d'ouverture » promue par Aldofo Suárez qui représente l'aile réformiste de la droite ; l'armée qui menace d'agir par la force en cas d'ouverture excessive ; le Roi, incontournable, en tant qu'héritier de Franco, qui exige la garantie de l'unité de la Patrie, contre toute velléité de séparatisme basque ou catalan ; l'Église conservatrice, intransigeante, qui veille sur l'ensemble du processus. Dans ce contexte, les réformistes et la gauche sont obligés de se plier aux exigences de la droite radicale, encore au pouvoir, jouant de la menace d'une nouvelle guerre civile ou d'un coup d'État militaire.

Le silence et l'oubli se traduisent alors dans l'amnistie des crimes franquistes et dans la légitimité de la mémoire d'un régime qui n'est pas condamné. C'est ainsi que le récit historique écrit par les vainqueurs de la guerre civile a permis la prégnance et la continuité des valeurs d'un franquisme qui a pénétré la société pendant quarante ans, et qui est encore présent aujourd'hui. Ce franquisme après Franco est repris sous le concept de « franquisme sociologique »³, comme une vision et un mode de vie intégrés par la société, légitimité par la Transition.

Il y a ainsi eu non seulement continuité des responsables politiques de la dictature qui, pour certains, demeurèrent en place même sous les gouvernements du PSOE⁴, mais aussi une acceptation du passé franquiste, revendiqué par certaines franges de la droite espagnole, alors que la gauche a dû renoncer à faire reconnaître la légitimité de la revendication républicaine⁵.

Aujourd'hui, les idées et les valeurs de la droite franquiste, bien présentes encore en Espagne en raison du modèle de transition, sont portées par des citoyens, des électeurs qui ne choisissent pas de soutenir un petit parti extrémiste au discours dissonant mais un grand parti qui a apporté une légitimité aux valeurs du franquisme en les intégrant dans le processus démocratique, un parti qui a su agglutiner toute la droite avec un discours empreint de « radicalité feutrée ».

De fait, les partis d'extrême droite radicale sont très minoritaires en Espagne, ne recueillant conjointement, en décembre 2015, que 0,04% des votes exprimés⁶. Cette mouvance – par ailleurs atomisée en divers petits partis et groupuscules – n'a en effet pas su moderniser son discours et son électorat se réduit souvent aux nostalgiques d'un franquisme rance, empreint de vieux rites, violent dans les formes, qui n'a pas su évoluer avec son temps. Par contre, le Parti Populaire, issu du franquisme, a su adapter son discours réactionnaire à l'air du temps, exploitant à la fois les espaces sociaux, culturels et pédagogiques mais mettant aussi à profit sa longue permanence dans les sphères du pouvoir et une certaine continuité des anciens cadres franquistes.

En 1976, *Alianza Popular* (AP, Alliance Populaire), qui deviendra ensuite le PP, est créé en pleine transition politique, par quatre anciens ministres de Franco. Manuel Fraga, son président, dit d'emblée qu'il s'agit « d'une force politique qui refuse de voir disparaître l'œuvre gigantesque de ces 40 dernières années ». Dès les élections de 1977, l'extrême droite franquiste n'a aucune chance face à l'AP, seul grand parti politique de l'époque à défendre l'héritage du franquisme.

Il s'agit, pour M.A. Del Río d'une « plateforme néo-franquiste à caractère "résistantiel" [...] dont le signe d'identité fondamental, tel que perçu aussi par les électeurs en 1976-77, est la loyauté à l'œuvre de Franco et le refus de délégitimer la dictature... un national-populisme qui cherchait la simple ouverture démocratique, contrôlée par un régime autoritaire post-fasciste⁷ ». Del Río souligne l'anomalie de la droite espagnole et du système politique du pays, où « le parti qui agglutine la droite émane de l'extrême droite ». Il insiste sur l'importance de la légitimité continue du franquisme et le national-populisme de l'AP qui devint le PP. Pour lui, « les caractéristiques essentielles à la culture politique de la droite espagnole ne peuvent être comprises sans se référer à son origine qui combine réforme et résistance de l'idéologie franquiste⁸. »

Ainsi, en Espagne, les grandes thématiques exploitées par l'extrême droite (la xénophobie et le rejet de l'immigration, l'unité de l'Espagne et la défense de la Patrie), ainsi que la défense des valeurs fondamentalistes chrétiennes et le rejet du marxisme, sont portées par un parti parlementaire qui n'a presque jamais quitté le pouvoir. Les parenthèses socialistes n'ont pas permis de grandes avancées dans le renouvellement de cette « caste » politique porteuse du « national-catholicisme » hérité de Franco.

Il est possible d'établir un parallèle avec la situation actuelle en Autriche, où le FPÖ est resté aux portes du pouvoir : sous des dehors modérés, grâce à un discours sans fausses notes, cette extrême droite banalisée jouit d'une grande respectabilité et d'un large soutien populaire. De même, une partie de l'extrême droite espagnole a su adapter ses idées et son discours pour se fondre au sein d'un parti de la droite traditionnelle. Joan Marcet rappelle aussi que « à la différence des autres pays européens, l'extrême droite espagnole a connu une trajectoire électorale très limitée jusqu'à sa presque disparition et son immersion électorale et organisationnelle à l'intérieur du parti majoritaire de droite, le Parti Populaire⁹ ». En 2010, une enquête du Centre de Recherches sociologiques révèle ainsi que 90% des électeurs d'extrême droite votent pour le PP.

Mais au-delà de la présence dans les sphères du pouvoir des figures tutélaires des valeurs franquistes, c'est la société tout entière qui est imprégnée de ces valeurs. Les valeurs du franquisme se cristallisent dans le national-catholicisme : l'unité de la Patrie, essentielle dans l'idéologie de la droite et de l'extrême droite, est assurée par la figure du Roi désigné par Franco comme son successeur. Les valeurs du catholicisme ultraconservateur sont préservées par l'Église qui exerce sa tutelle sur les normes de société.

Le rôle de la mémoire contre l'impunité du franquisme et les valeurs d'extrême droite

Dans notre ouvrage *Mémoire à ciel ouvert. Une histoire de l'Espagne : 1931-1981*¹⁰, nous avons souligné l'importance du travail mémoriel pour mettre en échec le récit historique officiel de la guerre et du franquisme qui empêche de rendre justice aux victimes et qui, en outre, donne sa légitimité aux positionnements les plus radicaux au sein du PP, qui revendiquent l'héritage franquiste. Malgré ce qui a souvent été avancé à l'heure d'évoquer la transition espagnole, il ne s'agit pas tant d'oubli que de récit historique manipulé, de vérité truquée, d'injustice historique, qui ont perduré sans que les gouvernements successifs depuis le retour de la démocratie aient agi pour en finir avec l'impunité du franquisme et condamner ses valeurs encore vivaces et agissantes au sein de la classe politique mais aussi au-delà.

Ainsi, sous prétexte que le temps est à la réconciliation, certains historiens et intellectuels ont introduit dans l'analyse historique une « équidistance » dangereuse qui tendrait à ne pas juger les auteurs des crimes franquistes sous prétexte que la violence était présente également du côté républicain¹¹. Cela reviendrait à renoncer à la justice historique en demandant aux victimes de partager avec les bourreaux la responsabilité de crimes et des violences commis par ces derniers...

Il n'y a jamais eu en Espagne condamnation du franquisme et de son idéologie totalitaire. La loi « de la mémoire », dont on a constaté les carences et l'absence de moyens légaux pour sa mise en œuvre, n'a pas eu l'ambition de remettre définitivement en question les valeurs d'un franquisme encore ancré sociologiquement, culturellement et politiquement dans le pays. Au quotidien, des villes et des villages gérés par le PP n'ont pas procédé à l'élimination des symboles franquistes. Les lieux de culte catholique accueillent messes et hommages aux criminels de guerre. De plus en plus nombreuses sont les voix au sein du PP qui, loin de le condamner,

rappellent les bienfaits du franquisme... Par ailleurs, à ce jour, l'Espagne n'a pas obéi aux injonctions de l'ONU pour juger les crimes franquistes.

Au-delà d'un calcul électoral, nous sommes devant une cohérence, une logique, une évidence : le PP est l'héritier du franquisme depuis sa fondation. Il refuse de le condamner, en défend certains acquis, plus ou moins ouvertement selon les circonstances. Les vastes réseaux de corruption au sein du PP, aujourd'hui dévoilés, ne sont qu'un reliquat du franquisme qui perdure et ronger les sphères du pouvoir, comme souvent dans les sociétés post-dictatoriales qui n'ont pas réglé leurs comptes avec le passé, comme le rappelle Angel Viñas : « La corruption est endémique. Mais ses manifestations changent avec le temps (...) L'ombre du franquisme est longue... Quarante ans sont peu de chose pour modifier profondément les comportements sociaux très enracinés¹². »

Il n'y a jamais eu de véritable rupture idéologique avec le franquisme au sein du PP mais une adaptation en fonction de l'évolution de l'Espagne, par étapes, dans sa trajectoire d'intégration dans l'Europe économique, sociale et culturelle. Après une transition politique qui n'a pas condamné le franquisme et qui a permis la continuité d'une culture politique franquiste, le PP a pu modeler au fur et à mesure son discours idéologique pour avoir le monopole du positionnement à droite sur l'échiquier politique espagnol, en incluant l'extrême droite, et parvenant malgré cela à se constituer comme le premier parti politique espagnol.

Il reste à préciser que l'arrivée du parti *Ciudadanos* (Citoyens) change la donne. Sous l'apparence d'un centre-droit néolibéral, cette organisation cherche ses marques pour asseoir son influence dans le spectre de la droite espagnole dans son ensemble. Ainsi, si *Ciudadanos* entend moderniser la droite conservatrice espagnole, c'est sans renoncer aux valeurs du franquisme que ce parti refuse de condamner¹³. À l'heure de conclure cet article, Albert Rivera, leader de *Ciudadanos*, en visite au Venezuela, dénonce la « tyrannie » du président Maduro, à laquelle il dit préférer les dictatures « qui n'offrent pas de liberté mais sont porteuses d'une certaine paix et d'ordre, car chacun sait à quoi s'en tenir¹⁴... »

À l'heure où la porosité entre la droite et l'extrême droite inquiète et fait débat en Europe, il serait opportun de s'intéresser à la radicalité de la droite espagnole issue du franquisme, qui évolue et semble encore loin de son déclin.

1 Cf. l'article de Julien PAULUS, « L'extrême droite en Espagne et au Portugal », in Jérôme JAMIN (dir.), *L'extrême droite en Europe*, Bruxelles, Bruylant, coll. « Idées d'Europe », 2016, pp. 91-105.

2 Après avoir été au XIX^e et au XX^e un pays d'émigration vers l'Amérique latine puis vers l'Europe, il est nécessaire de rappeler que l'Espagne qui décolle économiquement dans les années 1980 devient une destination prisée pour les immigrés latino-américains et africains – et pas seulement. C'est l'éclatement de la bulle immobilière et ses suites qui changent la donne pour le pays qui compte à nouveau, depuis juillet 2011, plus d'émigrés que d'immigrés.

3 On doit au sociologue Armando de Miguel ce concept ambigu qui fait référence aux valeurs, aux caractéristiques sociales héritées du franquisme, mais aussi à la majorité sociale des classes moyennes, une majorité silencieuse née sous la dictature et qui jugeait positivement le régime même sans y adhérer activement.

4 Gregorio MORÁN, *El precio de la Transición*, Madrid, Akal, 2015.

5 Vincenç NAVARRO, « Franco ganó la guerra, la posguerra y la transición », 26/11/2015, <http://www.vnavarro.org>.

6 Julien PAULUS, *op. cit.*, p. 92.

7 Miguel del RÍO, « Los orígenes de Alianza Popular: entre el reformismo institucional y la extrema derecha neofranquista nacional-populista (1976-1979) », in *Franquismo & Transición. Revista d'Història i de Cultura*, 2015, pp. 301-333.

8 À noter que le néofranquisme constitue également pour certains un rempart aux discours et appels marxistes. José Luis RODRÍGUEZ, *Extremistas y golpistas. La extrema derecha en España: del tardofranquismo a la consolidación de la democracia (1967-1982)*, Madrid, CSIC, 1984.

9 Joan MARCET, « La derecha en España, una aproximación histórica », in *Working Papers. Institut de Ciències Polítiques i Socials*, 306, Barcelone, 2012, p. 10.

10 Ángeles MUÑOZ et Maite MOLINA MÁRMOL, *Mémoire à ciel ouvert. Une histoire de l'Espagne : 1931-1981*, Liège, Territoires de la Mémoire, 2014.

11 La Commission de Mémoire créée, en mai 2016, par la mairie de Madrid a fait appel à certains historiens de cette mouvance – et à un membre de l'Église catholique ! – ce que dénoncent les représentants des associations mémorielles qui n'ont pas été appelées pour intégrer le Groupe de Travail.

12 Aurora MOYA – ElPlural.com, « Entretien avec Angel Viñas », 24/10/2015, <http://www.elplural.com/2015/10/24/el-canon-franquista-sigue-calando-en-un-sector-de-la-sociedad-gracias-a-politicos-algo-bocazas-como-esperanza-aguirre>

13 Vincenç NAVARRO, *op. cit.*

14 Eduardo INDA, « Entrevista con Albert Rivera. Podemos en una sucursal chavista en España en toda regla », 27/05/2016, <http://okdiario.com/espana/albert-rivera-podemos-sucursal-chavista-espana-toda-regla-166686>



page cinq

En d'autres termes, même si une situation n'est pas l'autre, ces partis et mouvements politiques ont tous en commun la volonté d'identifier un ou plusieurs groupes jugés responsables des maux de la société. Des groupes qui par une logique du bouc émissaire classique sont jugés menaçants en raison de leur origine, de leur religion, de leur identité ethnique ou culturelle, mais aussi en raison de l'influence forte qu'ils ont sur leurs membres qui sont considérés comme incapables de s'émanciper de l'héritage commun.

Le poids du groupe sur les individus qui le composent varie d'un discours à l'autre et dans une perspective historique, à l'échelle de l'Europe géographique, on repère également ici des invariants et des similitudes qui permettent de comparer des situations pourtant particulières.

Au début des années 1980, la force du combat antifasciste et la législation antiraciste naissante incitent de nombreux partis d'extrême droite à la prudence sur l'usage assumé de discours faisant explicitement référence à l'existence des races et à une hiérarchie entre ces dernières. À l'époque, indiquer qu'un migrant ne veut pas et ne peut pas s'intégrer, car son appartenance

« raciale » et son origine l'en empêchent ne va pas sans rappeler les discours hérités des années 1930 et parfois le virulent antisémitisme d'État de l'époque. En conséquence, aux discours, aux slogans et aux caricatures racistes qui réapparaissent durant les Trente Glorieuses va se substituer progressivement un discours sur les cultures en apparence anodin, mais pourtant lourd d'un sens très particulier : la culture est mobilisée comme une construction sociale dont la richesse et la pureté en font une « seconde nature »¹, c'est-à-dire une sorte de prolongement quasi physique de l'individu sur lequel il a finalement peu de prise. On retrouve toujours ici le poids du groupe sur la détermination de l'individu, mais il est cependant condi-

tionné par une culture toute-puissante et non plus par son origine nationale ou raciale.

À partir des années 2000, et plus particulièrement après les attentats du 11 septembre 2001, le poids du groupe qui détermine les individus et exclut toute forme de liberté (de penser, d'être ou d'action) revient une troisième fois, mais cette fois-ci à travers la religion, et singulièrement l'islam. À bien des égards, les arguments passent de la critique de certaines « races » inférieures, voire de certaines cultures « incompatibles », à la critique des religions, et par extension de leurs adeptes. La religion musulmane est alors considérée comme un fait culturel « totalitaire » qui interdit au pratiquant de s'adapter aux valeurs et aux principes des démocraties occidentales, notamment parce qu'elle empêcherait au croyant de séparer ce qui relève de la sphère politique de ce qui relève de la sphère religieuse.

Au final, ce qui caractérise le racisme contemporain des partis d'extrême droite en Europe, dans des proportions qui varient, c'est le développement d'un langage codé, apparemment anodin, et pourtant très connoté dans la mesure où il maintient intacte l'idée selon laquelle les individus sont conditionnés par leurs groupes

culturels ou religieux, et qu'il y a une continuité entre la vie psychologique des membres d'une communauté et la vie sociale de cette dernière : historiquement, un déterminisme relie donc la race, la culture et la religion. Dans sa contribution au rapport annuel du Centre pour l'égalité des chances (2011) en Belgique, Benoit Frydman indiquait déjà que « les discours nauséabonds s'adaptent aux nouvelles règles et deviennent "résistants", notamment en trouvant des formes rusées d'expression, qui donnent des signes repérables à leurs adeptes, tout en restant en apparence dans les limites de la loi [...] »². Loin d'être limité au cas belge, ce phénomène touche tous les partis

extrémistes d'Europe, avec cependant des nuances selon le degré d'agressivité des uns et des autres vis-à-vis des groupes et des minorités jugés menaçants.

Au-delà des minorités et des groupes stigmatisés, l'extrême droite et les partis qui s'en rapprochent formulent également tous la même accusation vis-à-vis des élites nationales et des « bureaucrates » de l'Union européenne. Ceux-ci sont considérés par l'extrême droite comme les véritables responsables de l'immigration de masse, les organisateurs de l'afflux de réfugiés, les artisans de l'érosion des identités nationales, et par conséquent les fossoyeurs de l'héritage judéo-chrétien au profit de l'islam « triomphant ». S'ils ne sont pas tous partisans de la théorie du complot sur l'islamisation passive et volontaire de l'Europe (la théorie de l'Eurabia), et s'ils ne rejettent pas tous l'Europe avec la même virulence, les partis étudiés dans cet ouvrage dénoncent de concert soit une complicité, soit une connivence entre les élites et les étrangers, ceux-ci profitant des aides de celle-là au nom de l'idéologie dites du « multiculturalisme ».

Au final, au risque de céder à une généralisation trop forte, on peut considérer que l'extrême droite d'hier lutait contre l'immigration et la présence de migrants sur le sol européen, alors que l'extrême droite contemporaine, consciente du caractère désormais multiculturel de l'Europe, cherche à rendre invisible la présence immigrée dans l'espace public, notamment dans le domaine de l'ordre et de la sécurité, des traditions, des valeurs et de la religion.

Jérôme Jamin

« On retrouve toujours le poids du groupe sur la détermination de l'individu. »

¹ Voir le chapitre « Les métamorphoses idéologiques du racisme et la crise de l'antiracisme », in Pierre-André Taguieff, *Face au racisme*, t. 2, Paris, La Découverte, 1991, pp. 13 et s.
² Benoit Frydman, *Discrimination – Diversité*, Rapport annuel 2011, Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme, p. 39.



page six

L'extrême droite belge

Ayant eu lieu sur le sol national, que dit précisément notre extrême droite locale de ces horribles attentats ? Quelles interprétations formule-t-elle pour en expliquer les raisons ? Pour mettre fin au terrorisme, l'extrême droite revendique, comme tout le monde, plus de sécurité. Mais avec quels moyens en particulier ? En appliquant quels types de mesures ? Pour le savoir, le journal d'investigation RésistanceS.be a consulté les médias d'informations des partis, des organisations et des groupuscules nationalistes, identitaires, solidaristes et néofascistes de Belgique. Voici le résultat, non-exhaustif, de notre tour d'horizon de la fachosphère.

Environ vingt-quatre heures après les attentats de mardi, une importante délégation du Vlaams Belang (VB) s'est rendue à quelques mètres de la station de métro Maelbeek. Elle y a fait une minute de silence, après avoir déposé une gigantesque couronne funéraire au nom du VB. Son très jeune président, bon chic bon genre, Tom Van Grieken, en a profité pour dénoncer « le laxisme du gouvernement fédéral, dont les membres avaient auparavant critiqué la politique du PS », lorsque celui-ci était au pouvoir. Contre le terrorisme, le parti d'extrême droite flamand demande l'abrogation de la loi Lejeune qui permet la libération anticipée de criminels.

Pour le Vlaamse Solidaire Vakbond (VSV), la structure pseudo syndicale mise en place par le VB il y a maintenant cinq ans, le terrorisme est une des « conséquences néfastes de la politique des autorités européennes ». Le VSV estime que pour vaincre ce fléau, « il est grand temps de faire le ménage à Molenbeek et de fermer les frontières ». Des mesures préconisées, pour la première, par Jan Jambon, le ministre fédéral N-VA de l'Intérieur, pour la seconde, par Marine Le Pen.

Terrorisme islamique et laxisme politique

Marco Santi, le président de Démocratie Nationale (DN), un des pseudopodes du Front national belge, écrit sur son compte Facebook que les attentats de mardi « renforcent encore notre détermination à combattre tous ceux qui attaquent nos libertés, notre culture, nos valeurs démocratiques, mais également les politiciens belges qui, à cause de leur laxisme depuis des décennies, ont permis le développement de ces cellules terroristes et favorisé l'islamisation de la Belgique et de l'Europe ».

Le lendemain des attentats, le groupuscule Génération Identitaire Wallonie, apparue dans la région liégeoise en janvier 2015, va relayer l'appel « Tous



Explosion d'une bombe de l'OAS dans le quartier Bab-el-Oued à Alger, le 1^{er} janvier 1962.

Un billet jeté d'un train de déportation par Primo Levi et deux compagnes d'infortune

par Jean-Louis Rouhart

Dans le prolongement de l'exposition « Les Mondes de Primo Levi. Une courageuse clarté », visible à la Cité Miroir de Liège jusqu'au 30 juin dernier, il nous semble intéressant d'évoquer le billet jeté par Primo Levi, Vanda Maestro et Luciana Nissim du train de déportation qui les a menés en février 1944 de Fossoli di Carpi au camp d'Auschwitz.

Le texte figurant sur ce billet, ramassé en gare de Bolzano le 23 février 1944, est le suivant :

« Bolzano, 23 [...] »

Cara Bianca, tutti in viaggio alla maniera classica – salute [a] tutti – A voi la fiaccola. Ciao. Bianca, ti vogliamo bene

Primo, Vanda, Luciana ».

Il a été traduit dans l'ouvrage *Résistances juives à l'anéantissement* de Bernard Sucheky (Bruxelles, Éditions Luc Pire, 2007) à la page 110 comme suit : « Chère Bianca, tous en voyage à la manière habituelle. Salut à tous. À vous le flambeau. Au revoir Bianca, nous t'aimons bien. Primo, Vanda, Luciana. »

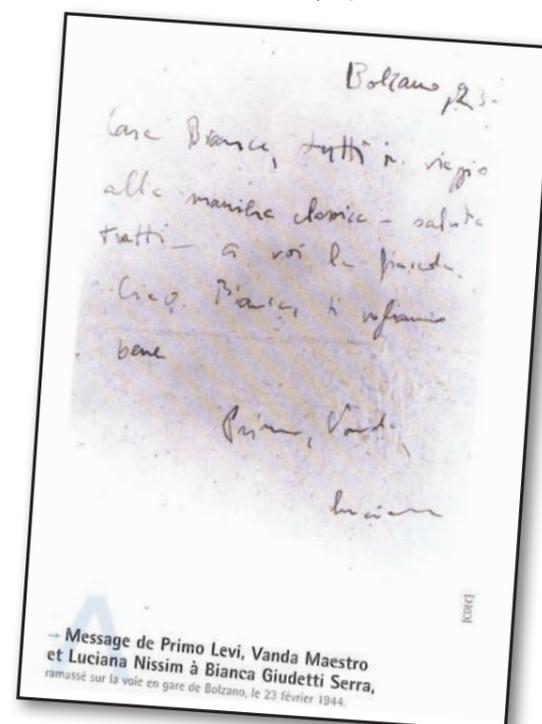
Comme on le sait, Primo Levi avait pris contact en 1942 avec des représentants de l'antifascisme militant italien et était entré dans le Parti d'Action clandestin. En 1943, il avait rejoint un groupe résistant (« *Giustizia e Libertà* ») dans la Vallée d'Aoste et avait été arrêté à Brusson le 13 décembre 1943 avec quatre de ses camarades par la Milice fasciste. Emmené au camp d'internement de Fossoli di Capri, près de Modène, il fut alors déporté en février 1944 avec d'autres prisonniers à Auschwitz-Birkenau. À l'arrivée, il franchit la première sélection, travailla pendant quelques mois comme manoeuvre puis entra en tant que chimiste dans le laboratoire de la Buna, la fabrique de caoutchouc synthétique annexée au camp. En 1945, il contracta la scarlatine, échappa ainsi à la « Marche

de la Mort » et fut libéré le 27 janvier 1945 par l'armée soviétique¹.

Le billet jeté du train est adressé à Bianca Giudetti Serra, une avocate turinoise appréciée de Primo Levi et de ses deux compagnes (« *ti vogliamo bene* », « nous t'aimons bien »), engagée dans la Résistance contre le régime fasciste et au centre d'un échange de messages secrets. Il est signé également par Vanda Maestro, une chimiste faisant partie du même groupe de Résistance que Primo Levi et qui fut gazée en octobre 1944², ainsi que par Luciana Nissim Momigliano, une psychanalyste de Turin qui surviva à la déportation.

En dépit de sa brièveté, le billet ne manque pas d'intérêt. On constate que Primo Levi et ses compagnes d'infortune étaient bien au courant de la manière avec laquelle se pratiquaient les déportations au départ de Fossoli : d'une manière « classique », c'est-à-dire « connue » (le terme « habituelle » utilisé dans l'ouvrage de Bernard Sucheky nous semble moins adéquat). Il s'agissait de transports dans des wagons « à bestiaux fermés de l'extérieur » qu'évoque Primo Levi dans ses souvenirs³. Même si les trois déportés ignoraient leur destination⁴, ils ne se faisaient guère d'illusions sur leur sort, étant donné qu'ils avaient eu au préalable de « longues conversations avec des réfugiés polonais et croates » et savaient « ce que signifiait l'ordre de départ »⁵. Dans le billet, on retrouve l'expression de ce fatalisme dans la nécessité que ressent le trio de devoir passer le flambeau (« *A voi la fiaccola* », « à vous le flambeau ») et de confier désormais à d'autres le soin d'entreprendre des actions de Résistance.

Si l'on se réfère aux écrits de Primo Levi, le voyage de Fossoli à Auschwitz dura quatre jours. Il fut particulièrement pénible à cause du froid et de la soif. Les passagers, cinquante à soixante personnes par wagon, durent rester recroquevillés dans un espace réduit au minimum⁶. Ils avaient reçu le « conseil intéressé et ironique » d'emporter de l'or, des bijoux et des vêtements chauds⁷.



Message de Primo Levi, Vanda Maestro et Luciana Nissim à Bianca Giudetti Serra, ramassé sur la voie en gare de Bolzano, le 23 février 1944.

1 Voir le dossier réalisé par MNEMA accompagnant l'exposition ainsi que le site consacré à la biographie de Primo Levi (http://www.memorialdelashoah.org/upload/minisites/voies/f-m-s/medias/06_cr02_Jaunay02/biographie.html, consulté le 15 mai 2016).

2 www.ilttempoinforte.it/maestro_en.html

3 Primo Levi, *Rapport sur Auschwitz*, Paris, Kimé, 2005, p. 52.

4 *Idem*, p. 100.

5 Primo Levi, *Si c'est un homme*, Paris, Robert Laffont, 1996, p. 15.

6 *Rapport sur Auschwitz*, op. cit., p. 52-53.

7 Primo Levi, *Les Naufragés et Rescapés*, Paris, Gallimard, 1989, p. 109.

unis contre la haine islamiste », déjà lancé en France par l'organisation de jeunesse du Bloc identitaire, un mouvement d'extrême droite préférant au nationalisme français du FN lepéniste une « Europe des régions », sur une base ethnique (raciale). Pour les identitaires wallons, il est impératif de faire « face à la haine de nos ennemis ». Ils estiment encore que pour faire « face aux tueries qui se multiplient », l'union est nécessaire « pour sauver l'Europe et les Européens ».

L'un des anciens secrétaires généraux du FN belge, aujourd'hui membre de la direction bruxelloise du Vlaams Belang, Patrick Sessler, sur une image postée sur son compte Facebook, reprenant les photos des anciens ministres de la justice socialistes Philippe Moureaux (au début des années quatre-vingt), Laurette Onkelinx (plus récemment) et l'ex-ministre de l'Intérieur CdH Joëlle Milquet, écrit : « Voilà les coupables ! À quand un procès pour haute trahison ? ».

Les « autres responsables » de ces actions terroristes sont facilement identifiables, selon le mouvement « national-solidaire » Nation. Une liste est ainsi proposée, dans un de ses énièmes communiqués de presse, jamais repris par ailleurs par les médias : « les politiciens de tous les partis, les nombreuses associations qui n'ont cessé d'essayer de distraire l'opinion publique en criant au "danger d'extrême-droite" et les magistrats qui ont sans cesse utilisé des ressources policières pour surveiller et réprimer les patriotes. »

Mesures antiterroristes sionistes

L'Alternative nouvelle solidariste (Nieuwe-solidaristische alternatief, N-SA), un minuscule groupe d'action nationaliste néerlandophone, implanté à Anvers et à Bruges, conduit par Eddy Hermy, membre dans les années 70 et 80 de la direction du Vlaamse militanten orde (VMO), une milice privée néonazie, exige que soit appliquée la peine de mort pour les terroristes. La N-SA plaide pour que « les terroristes détenus soient transférés dans des prisons militaires et condamnés par des tribunaux militaires. » « C'est la loi militaire qui devrait être d'application contre eux », écrit Eddy Hermy, ce mercredi sur le site de son groupuscule. Mais que faire des familles des terroristes ? La solution est simple pour le chef de la

N-SA : « Nous exigeons également que tous les membres de la famille des terroristes tués soient rapatriés dans leur pays d'origine, avec la confiscation de tous leurs biens et avoirs, meubles et immeubles. Ceci devrait servir comme moyen de dissuasion à d'autres terroristes. Une mesure bien plus efficace que tout programme de déradicalisation proposé par les autorités politiques ». Connue pour ses positions radicalement antisionistes et propalestiniennes, la N-SA s'inspire ici pourtant d'une mesure en vigueur en Israël. Outre une référence paradoxale, cette mesure répressive israélienne n'a pas pour autant mis fin au terrorisme.

Pour faire face à la menace terroriste, un responsable de la mouvance national-catholique proche du mouvement Nation, Arnaud Palmaers, trois heures après le second attentat, sur Facebook, avait lancé pour sa part un appel à la création d'« un grand mouvement de résistance à l'islamisation et à la décadence en Belgique, une nécessité de plus en plus pressante ». Pour mener ce nouveau combat, ce « fou de dieu » chrétien se réfère à Godefroy de Bouillon, l'un des chefs des croisades chrétiennes de jadis contre les armées musulmanes. Une figure historique récupérée, depuis longtemps déjà, par l'extrême droite.

Manifestation contre la « terreur musulmane »

L'option militariste contre les terroristes est encore préconisée par l'Alliance nationaliste wallonne (ANW). Une heure après le massacre commis dans le métro bruxellois, cette petite formation d'ultra droite, active dans les provinces de Liège et du Luxembourg et qui négocie actuellement une fusion avec le FN belge, publie sur sa page Facebook le message d'un de ses responsables : « Citoyens !! L'heure est grave !! Nous sommes en situation semblable à la guerre à cause du laxisme de nos gouvernements. Préparons-nous et levons-nous tous ensemble pour que cela n'arrive plus et osons aller nous même au combat !!! ». Dans son profil de présentation personnelle, l'auteur de ces lignes belliqueuses informe qu'il a travaillé dans l'Armée belge.

Ne s'agit-il ici que de mots ? De formules à l'emporte-pièce ? Le passage de l'extrême droite à l'action contre le

terrorisme islamiste s'est déroulé le 23 avril à Anvers. À cette date, suite aux attentats de Daesh à Bruxelles, la branche flamande des Patriotes européens contre l'islamisation de l'Occident (Pegida Vlaanderen) programmait une « marche contre la terreur musulmane ». Le 16 avril, la N-SA, invitait ses militants et sympathisants à un rassemblement devant la prison de Bruges où étaient emprisonnés les terroristes de Daesh, Salah Abdeslam et Mehdi Nemmouche.

L'extrême droite, l'autre face de la violence

Comme il a été constaté, dans notre tour d'horizon de la galaxie facho belge, ses membres les plus représentatifs ont des solutions immédiates à proposer pour mettre fin au cancer du terrorisme qui ravage notre société. Mais l'extrême droite est-elle la mieux placée pour lutter contre la terreur ?

L'histoire et l'actualité l'enseignent : le terrorisme est également une arme utilisée par des groupes d'extrême droite. Des attentats meurtriers commis par l'OAS (plus de 2.200 morts et 5.000 blessés) lors de la guerre d'Algérie au début des années 60 aux massacres de masse commis en juillet 2011 par l'islamophobe Anders Breivik (77 jeunes norvégiens assassinés), en passant par la bombe qui ravagea la gare de Bologne en 1980 (85 morts), les tueries du Brabant (officiellement 28 tués), l'attentat d'Oklahoma city (168 morts et 680 blessés)...

De plus, l'extrémisme islamiste de Daesh a besoin de l'extrémisme de la droite radicale pour alimenter une atmosphère antimusulmane. Le racisme et l'islamophobie sont bénéfiques aux intégristes musulmans comme arguments de recrutement de nouveaux disciples à leurs thèses conspirationnistes. De part et d'autre, plus les tensions persisteront et la violence se déploiera, plus les extrémistes des deux bords verront les rangs de leurs combattants et de leurs électeurs augmenter. L'extrémisme islamiste et l'extrémisme fasciste sont les deux faces de la même pièce.

Manuel Abramowicz



page sept

Chute et ascension de Robert Wyatt

par Raphaël Schraepen

Le 1er juin 1973 est définitivement la date de naissance d'un nouveau Robert Wyatt. Ce soir-là, Lady June donne une réception dans sa demeure. Lady June, c'est June Campbell Cramer, artiste peintre et égérie d'un monde bigarré composé d'artistes, vrais ou aspirants, une de ces figures qu'on rencontrait beaucoup à la fin des années 60 et au début des années 70.



Lady June est aussi poète, elle intègre à ce titre le groupe franco-britannique Gong, et la fine fleur de l'école musicale dite de Canterbury la met en musique : Daavid Allen, Kevin Ayers, anciens du groupe Soft Machine, ou encore Brian Eno, électron libre du Rock des seventies.

Robert Wyatt est là ce soir. Lui aussi a quitté Soft Machine, lorsque la douce folie pataphysicienne qu'il avait initiée avait cédé la place à un jazz rock de plus en plus obscur, sous la houlette du claviériste Mike Ratledge. Wyatt boit. Il boit même trop. Batteur, chanteur, musicien complet avide de jazz (mais pas de jazz rock), il a formé un nouveau groupe, dont le nom est un jeu de mots qui s'adresse plus aux francophones qu'à ses compatriotes. Soft Machine (d'après un roman de William Burroughs) signifie « machine molle », il appelle son groupe Matching Mole, à la prononciation proche de la traduction en français, et qui signifie grosso modo « la taupe qui est à la hauteur ».

Wyatt boit trop ce soir-là. Et il tombe du quatrième étage. Il perdra définitivement l'usage de ses jambes. Dur, pour un batteur. Quelques mois plus tard, il apparaît comme invité sur le premier album du groupe Hatfield & The North où il chante un morceau. La pochette intérieure le montre en chaise roulante pour la première fois. Il assume, ce qui n'est pas le cas de la BBC, à travers son émission à succès *Top Of The Pops*, qui estime non-productif de montrer un chanteur « handicapé » dans une émission « pour jeunes ». En soi, Robert Wyatt à *Top Of The Pops* relève du surréalisme, puisque ce programme ne concernait que les artistes figurant au hit parade des meilleures ventes. Or, pour la seule fois de sa vie, c'était le cas pour Wyatt qui, en gag, avait repris à sa façon un tube un peu guimauve des années 60, *I'm A Believer*. Contre toute attente, le 45 tours entre dans les « charts » (seulement n°29, mais tout de même présent).

Beaucoup de groupes mimaient pour *Top Of The Pops*, mais Wyatt avait amené des amis musiciens qui jouèrent « en vrai », notamment son producteur et batteur occasionnel, Nick Mason, de rien moins que Pink Floyd. Comme Wyatt avait refusé de chanter dans un fauteuil « normal » en envoyant au présentateur indelicat le mot de quatre lettres (qui n'est pas « L.O.V.E. »), les représailles furent immédiates : la BBC ne diffusa pas la chanson. Représailles aux représailles, la semaine suivante, l'alors très influent *New Musical Express* montra en couverture tous les musiciens impliqués dans la chanson en chaise roulante, ridiculisant la station de télévision.

Ce fut le début d'un combat protéiforme pour Robert Wyatt. Combat personnel d'abord : il abandonne l'alcool et désavouera, de façon excessive selon moi, la plupart de ses disques d'avant sa chute. Combat politique ensuite : il se disait déjà ancré à gauche, mais sans vraiment de substance. C'est le jazz noir contemporain, très revendicatif avec des artistes comme Miles

Davis ou Archie Shepp, qui le formera. Combat musical enfin : il refuse désormais toutes les étiquettes et propose la musique la plus libre et la plus personnelle possible, laquelle reste étrangement et heureusement très accessible à toute personne honnête et ouverte d'esprit. Son premier opus majeur, c'est l'excellent album *Rock Bottom* (sorti juste avant le fameux 45 tours cité plus haut) qui ne ressemble à rien de connu, et est pourtant fascinant et captivant. Alfreda Bengé, qui a épousé Robert après l'accident, en a dessiné la pochette – ce qu'elle fera encore régulièrement par la suite. Parmi les musiciens, l'artiste a fédéré aussi bien des stars comme Mike Oldfield dont le tout récent *Tubular Bells* vient de marquer durablement les esprits, que des jazzmen comme Gary Windo ou Mongezi Feza, l'ancien Soft Machine Hugh Hopper, l'ancien Matching Mole Richard Sinclair ou des joyeux iconoclastes avant-gardistes comme Fred Frith ou le délirant Ivor Cutler. *Rock Bottom* sera la première pierre du Wyatt nouveau.

Un album suivra en 1975 : *Ruth Is Stranger Than Richard*, sorte de jeu de mots sur « *truth is stranger than fiction* » (la vérité est plus étrange que la fiction). Wyatt le divise en deux faces bien distinctes, l'une prolongeant peu ou prou l'ambiance de *Rock Bottom*, la seconde proposant des reprises, entre autres du Jazz le plus engagé socialement du moment à travers *Song For Che* du contrebassiste activiste Charlie Haden.

Mais Wyatt sort son album le plus ouvertement politique en 1982, en plein thatchérisme, *Nothing Can Stop Us* (« Rien ne peut nous arrêter »). Il s'agit d'un assemblage curieux mais cohérent de chansons venant de tous les horizons possibles. La cohésion vient de cette voix étrange, presque non-humaine, imposant à la fois une présence forte et un détachement quasi abstrait. Il interprète quelques classiques du chant de lutte, comme *Guantanamera* ou le *Strange Fruit* créé par Billie Holiday dans l'Amérique de la dépression et des exactions du Ku Klux Klan. Plus étrange, cette reprise distancée du morceau de Chic, groupe disco alors fort à la mode : *At Last I Am Free* (« Enfin, je suis libre »). C'est que Wyatt ne dénigre en rien les chansons en vogue si elles sont de qualité, mais surtout il a mis l'accent sur le texte de Chic, presque existentiel (« Enfin je suis libre, mais je vois à peine devant moi ») plutôt que sur la musique. Mentionnons encore la reprise du titre contemporain d'Elvis Costello, *Shipbuilding* (construction navale), réquisitoire contre la guerre des Malouines promue par Margaret Thatcher. Et aussi cette provocation : *Stalin Wasn't Stallin'* (« Staline n'hésitait pas »), chanson de propagande de la Seconde Guerre mondiale interprétée à l'époque par le Golden Gate Quartet et « archivée » dès le début de la Guerre froide. La version de Wyatt verse dans le situationnisme : il garde le texte intact mais lui offre un fond musical à la Spike Jones, avec bruitages et effets de studio.

Wyatt lui-même ne propose qu'une seule de ses compositions, mais particulièrement parlante : *Born Again Cretin*, encore un jeu de mots, cette fois sur le phénomène des « re-nés » chrétiens, les *Born Again Christians*, soit des convertis récents souvent plus zélés et obscurantistes que les croyants de longue date.

Les finances de notre artiste n'ont jamais été florissantes et il enregistrera peu pendant quinze ans, et quand ce sera le cas, il le fera « à domicile ». Reconnu néanmoins par ses pairs, il reviendra pleinement en 1997 avec l'album *Shleep*, mot inventé à partir de « *sleep* » (« sommeil ») et « *sheep* » (« mouton »). Il bénéficiera du concours de certains amis : Brian Eno, Phil Manzanera, mais aussi notre compatriote guitariste de jazz, Philip Catherine, avec qui il reprend son Nairam sous le titre *Maryan* (quasi anagramme) en y ajoutant des paroles. Un invité plus surprenant : Paul Weller, ex-Jam et ex-Style Concil.

Suivent dans les premières années de notre siècle *Cuckooland* et *Comicopera*, deux disques remarquables. L'instrumentation, généralement « *sparse* » (la traduction française, « clairsemé », ne rend pas justice à la finesse réalisée par Wyatt), change à chaque morceau. Il engage beaucoup de femmes : Annie Whitehead au trombone, sa propre épouse, Alfreda Bengé, participe aux compositions, Seaming To chante et joue de la clarinette, Monica Vasconcelos participe aussi aux voix, et il reprend du Anja Garbarek. Il connaît le français et chante volontiers en espagnol, notamment sur du Garcia Lorca. Comme on le voit, s'il ne fait plus de disques ouvertement politiques, ses choix musicaux correspondent à ses convictions.

Il vient de connaître une revanche sur la goujaterie de *Top Of The Pops* : son interprétation censurée de *I'm A Believer* est maintenant sur Youtube, comme l'est celle, en anglais, de L'Internationale qui n'avait pas pu paraître en disque. *No pasaran* !

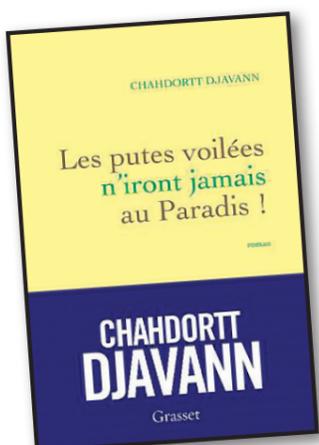
Quelques disques marquants :

- Rock Bottom (1974)
- Nothing Can Stop Us (1982)
- Shleep (1997)
- Cuckooland (2003)
- Comicopera (2007)

Les curieux pourront l'entendre comme invité sur de nombreux disques d'autres artistes. La liste est longue. Épinglons juste Carla Bley (*Escalator Over The Hill*), Kevin Ayers (*Whatever she brings wising*), Anja Garbarek (*Smiling & Waving*), Björk (*Medulla*) ou David Gilmour (*On An Island*)

Le sexe d'un seul regard

par Jean-Paul Bonjean



Dans son livre, Chahdortt Djavann mène une courte réflexion romancée autour du statut de la prostituée dans les pays orientaux (Iran) et, plus largement, de la femme dans les pays musulmans. En croisant les fils des destins parallèles de deux jeunes filles, l'auteure égrène les situations chaotiques de ces femmes qui jalonnent régulièrement la chronique nécrologique dans l'indifférence la plus totale, y compris celle des autorités judiciaires.

En toile de fond, l'auteure interroge la sexualité des femmes et l'incroyable hypocrisie qui entoure le sujet et le relègue dans les tabous absolus. Hypocrisie car le plus vieux métier du monde s'exerce au su de tous, tous feignant l'ignorance. Les mollahs eux-mêmes

jouent de leur influence religieuse pour tordre les interprétations qui leur permettent de fornicer en toute légalité grâce au système de la *sigheh*¹ (certains vont même jusqu'au proxénétisme !)

Au final, on obtient des portraits de femmes au service de la thèse de l'auteure, peut-être au détriment de l'épaisseur narrative du récit. La succession de ces profils féminins évoqués sous l'angle de la mort et du sexe ne se lie pas en intrigue policière mais se présente au bout du compte comme un réquisitoire à charge de l'islam.

Sans fausse pudeur, le bouquin, que les féministes apprécieront diversement, a le mérite de porter un éclairage sur un sujet d'actualité un peu partout dans le monde. « Ce sont les conditions dans lesquelles

ce métier est exercé qui sont très souvent condamnables et non pas la vente du plaisir sexuel en soi ». Voilà qui alimente certainement, en une perspective plus large, le débat autour de la prostitution et de sa possible légalisation en nos propres contrées.

Chahdortt Djavann, *Les putes voilées n'iront jamais au paradis !*, Paris, Grasset, 2016.

¹ La *sigheh* consiste à contracter un mariage temporaire musulman pour une durée déterminée convenue entre les époux (parfois une heure !). Cette institution pré-islamique est toujours reconnue par les chiïtes, minoritaires.

La Bibliothèque George Orwell présente

par Jérôme Delnooz, bibliothécaire

- **Joëlle Zask**, *La démocratie aux champs : du Jardin d'Eden aux jardins partagés, comment l'agriculture cultive les valeurs démocratiques*, La Découverte, 2016, coll. « Les empêcheurs de penser en rond », 19€

Cet essai veut faire face au non-débat politique sur la paysannerie, sur ceux dont le travail « assiste la terre, produise de la nourriture et forme le caractère ». La ferme comme lieu d'invention des relations sociales horizontales et le travail de la terre comme porteur de valeurs similaires à celles de la démocratie (autogouvernement, indépendance, subsistance, éducation, recherches scientifiques...). Il n'est pas question ici d'agro-industries mais bien de paysans et de petits agriculteurs favorisant la subsistance face au profit. Pour défendre sa thèse, l'auteure fait appel aussi bien aux penseurs de la démocratie qu'aux expériences agraires démocratiques, sans oublier le phénomène du lopin de terre, de l'agriculture familiale, personnelle.



capitalisme outrancier. En sont témoins les différents personnages de la bande dessinée. Des voix commencent toutefois à s'élever, à dénoncer, et ce même en Métropole. Le pouvoir décide d'organiser alors la répression. William Sheppard, un missionnaire afroaméricain, est jugé pour calomnies. Mais très vite, le procès tourne en procès du colonialisme...

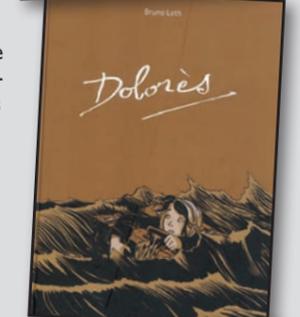
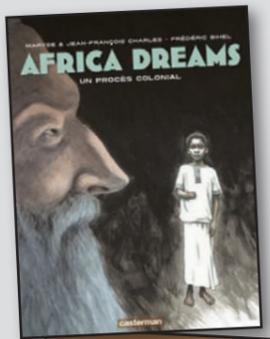
- **Roland de Bodt**, *L'humanité en nous : pour une culture de la démocratie*, Cerisier, coll. « Place publique », 2015, 13€

En 1998, Roland de Bodt, dans son ouvrage *Le cercle ouvert*, faisait la promotion d'une conception de l'action culturelle autre que celles de la démocratisation de la culture et de la démocratie culturelle : la culture de la démocratie. Pour ce penseur, mais aussi homme de théâtre et formateur de la culture, cette réflexion a été le point de départ d'un processus qui a duré plusieurs années et engendré différentes actions culturelles, parmi lesquelles les projets *Dragon* et *Déravage* de la compagnie théâtrale Arsenic. Avec le directeur actuel de cette dernière, Claude Fafchamps, ils synthétisent les débats impulsés, tout en jetant un regard analyseur sur le travail et les expériences réalisées. De quoi réitérer cet appel pour un modèle alternatif !



- **Bruno Loth**, *Dolorès*, La Boîte à Bulles, 2016, 18€

Nathalie est troublée... Sa maman, âgée et malade, se met soudainement à parler espagnol et semble assaillie par des souvenirs douloureux. Intriguée, elle décide d'explorer les méandres de la mémoire de sa mère en partant enquêter dans la péninsule ibérique. Là-bas, elle découvre la véritable histoire de sa mère – Marie alias Dolorès – liée à l'immigration des Républicains espagnols après 1939, l'arrivée dans les camps français, la guerre... mais aussi les répercussions de ce passé dans la société espagnole actuelle. Derrière la quête identitaire et familiale, c'est bel et bien le destin de l'Espagne qui transparaît en filigrane dans cette fiction graphique.



- **Grégory Chambat**, *L'école des réac-publicains : la pédagogie noire du FN et des néoconservateurs*, Libertalia, 2016, coll. « N'autre école », n°7, 10€

L'éducation est un enjeu politique essentiel dans l'accès aux savoirs et à la culture d'une société, mais aussi dans leurs orientations. Pour cette raison, l'extrême droite a toujours essayé de la contrôler. Chambat s'efforce de le démontrer en retraçant l'histoire de cette « pédagogie noire ». En outre, l'auteur s'inquiète d'un discours néoconservateur de plus en plus audible dans notre paysage politique et médiatique. Se revendiquant de valeurs républicaines, des personnalités telles que Natacha Polony et Alain Finkielkraut invitent à un sursaut et à un redressement de l'école, première étape pour restaurer l'ordre scolaire... mais surtout l'ordre et la nation. Soit une visée globalisante, à mille lieues du modèle pédagogique émancipateur promu par l'auteur, lui-même enseignant... dans une municipalité frontiste.



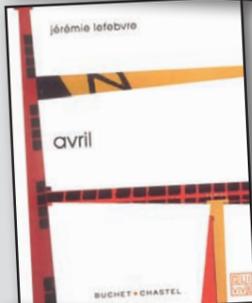
- **Claire Braud, Nicolas Jounin**, *Chantier interdit au public*, Casterman, coll. « Sociorama », 2016, 12€.

Chantier accessible au public... mais port des lunettes sociologiques obligatoires ! Dans la philosophie de « Sociorama », sa nouvelle collection destinée à vulgariser la sociologie, Casterman donne les coudées franches à l'illustratrice Claire Braud et à l'universitaire de terrain Nicolas Jounin pour décrypter certaines réalités du monde de la construction. Grâce au récit fictif mais plausible d'Hassane et Soleymane, deux maçons sans-papiers, ils nous dévoilent l'envers du décor, l'envers de la palissade de chantier où règne exploitation, précarité, travail au noir, insécurité, racisme... Une bande dessinée critique mêlant humour incisif et situations absurdes pour dénoncer une problématique pourtant très grave.



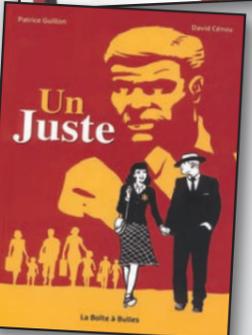
- **Noam Chomsky, Nicolas Calvé**, *Quelle sorte de créatures sommes-nous ? Langage, connaissance et liberté*, Lux, 2016, coll. « instinct de liberté », 14€

Lux nous fournit ici une synthèse de la pensée du linguiste et philosophe américain Noam Chomsky autour d'une large réflexion sur l'humanité. Pour tenter de définir cette dernière, l'intellectuel mobilise le langage, le conceptualise, en raconte son histoire, et surtout, l'articule avec d'autres disciplines : le lien entre le langage et les choses de l'esprit (savoir et philosophie) et le lien entre le langage et ce qui relève plus d'une logique pragmatique (politique et autres usages sociaux). Grâce à la capacité du langage à conjuguer cognitif et politique, Chomsky esquisse une pensée se réclamant du socialisme libertaire. La langue comme cri d'espoir !



- **Jérémie Lefebvre**, *avril*, Buchet/Chastel, coll. « Qui vive », 2016, 13€

Artiste humaniste issu du mouvement *Arte povera*, Michelangelo Pistoletto est le créateur de la Cittadellarte qui a pour objet de placer l'art en interaction avec tous les pans d'activités de la société. Il a voulu après une quinzaine d'années confronter ses idées – qu'il regroupe sous le label *Troisième Paradis* sur le futur d'une humanité nouvelle réconciliant les pôles Nature et Artifice – à celle du monde contemporain représenté par Edgar Morin, philosophe de la complexité. Le monde court à sa perte, il est plus que temps de passer de l'indignation à l'implication.

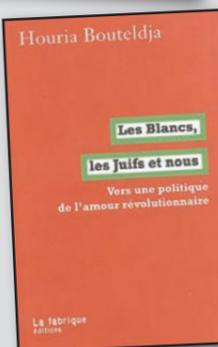


- **Patrick Guillon, David Cénou**, *Un Juste*, La Boîte à Bulles, 2016, 18€

À l'origine de cette bande dessinée, il y a une rencontre inattendue entre le passé et le présent... En effet, au début des années 2000, David Cénou et sa famille apprennent, stupéfaits, que leurs arrières grands-parents ont caché des personnes juives durant la Seconde Guerre mondiale, et que l'une d'elle vient d'introduire une demande afin qu'ils soient officiellement reconnus comme Justes parmi les nations. Pour l'auteur, cette découverte est d'autant plus déstabilisante qu'elle fait écho à sa jeunesse tumultueuse et son engagement dans un mouvement skinhead (relaté dans la BD *Mirador, tête de mort*). Il décide alors d'explorer cette histoire – un peu la sienne en quelque sorte – à travers le dessin...

- **Houria Bouteldja**, *Les Blancs, les Juifs et nous : vers une politique de l'amour révolutionnaire*, La Fabrique, 2016, 9€

Dans notre contexte de « crise permanente », y compris identitaire, il existe un risque de voir réapparaître dans nos sociétés des mouvements fascistes tels que la modernité occidentale a pu en engendrer. Afin de ne pas basculer dans ce piège, l'auteure propose d'opter pour un « amour révolutionnaire » qui passerait par la construction d'un véritable « nous » décolonial. Selon elle, il s'agirait de prendre du recul par rapport à notre perception de Blancs dominants, et de penser notre société à travers le prisme historique et contemporain des minorités opprimées issues de l'immigration. Un discours emblématique de la ligne du Parti des Indigènes de la République dont Houria fait partie... pas exempt de critiques.



- **Régis Hautière, Olivier Frasier, Emmanuelle Polack**, *Femmes en résistance : Mila Racine*, tome 4, Casterman, 2016, 14,50€

Dans cette bande dessinée, la narratrice, Claire Guissart, poursuit son enquête à partir du vieux carnet qu'elle a découvert. Ses investigations l'amènent sur les traces de Mila Racine, une personnalité relativement oubliée par la grande Histoire. Lorsque la Seconde Guerre mondiale a débuté, cette jeune immigrée juive soviétique s'est rapidement investie comme assistance sociale dans les camps d'internement français. Par la suite, face à la détresse des familles fuyant l'antisémitisme, elle a intégré une filière clandestine ayant fait passer de nombreux Juifs – dont plus d'une centaine d'enfants – en Suisse. Capturée, mais munie de faux papiers d'identité, ce symbole de la résistance juive a d'abord été déporté dans le camp de Ravensbrück, avant de mourir tragiquement à Mauthausen, sous les bombardements... alliés.



- **Emmanuel Moynot**, *L'original*, Casterman, 2016, 18€

Paris, début des années 1990. D'un côté, Picot : un vieux mercenaire, baroudeur, raciste, réactionnaire qui prolonge sa carrière en menant de menus larcins... « LE professionnel », mais la flamboyance et la morale de Belmondo en moins. De l'autre, Audrey, une jeune gauchiste activiste qui milite pour l'action armée. Dans des circonstances troublantes, les deux opposés vont se rencontrer... Une confrontation générationnelle et idéologique inattendue, parsemée de cadavres. Après *L'homme qui assassinait sa vie* et *Nestor Burma*, Moynot poursuit l'exploration d'univers graphiques sombres.



- **Catherine Breton**, *Lutetia, 1945 : le retour des déportés : témoignages*, Association des amis de la Fondation pour la mémoire de la déportation, 2016.

Hôtel Lutetia ? Un nom relativement méconnu. Et pourtant, pour des milliers de personnes, cet endroit chargé de symbolique s'est apparenté à une vraie transition entre l'horreur et les prémices « d'un retour à la vie ». Cet hôtel parisien, ancien quartier général des services de renseignement allemands... a en effet été le principal centre de rapatriement, d'accueil, et d'aide pour les déportés français mais aussi pour des Polonais, des Espagnols... Dans le cadre du 70e anniversaire de la libération des camps nazis, et pour accompagner l'exposition « éponyme », l'Association des amis de la Fondation pour la mémoire de la déportation a décidé de publier ce catalogue combinant témoignages (Jacques Debord, Charlotte Delbo...), archives et description.



- **Maryse Charles, Jean-François Charles, Frédéric Bihel**, *Africa Dreams : un procès colonial*, tome 4, Casterman, 2016, 13,95€

Avec ce 4e tome, le récit de l'*Africa Dreams* se conclut. Fin XIX^e siècle, Léopold II fait fructifier le patrimoine de sa « propriété privée », le Congo, en confiant sa gestion à des fonctionnaires, mais surtout à des compagnies commerciales... privées. Mais à quel prix ? Le rêve des uns devient le cauchemar des autres... Le peuple congolais voit ses ressources pillées et devient la victime d'incessantes exactions au nom d'un

Ces livres sont disponibles en prêt à la Bibliothèque George Orwell des Territoires de la Mémoire ou à la vente dans les bonnes librairies dont la librairie Stéphane Hessel à la Cité Miroir.

▲ = coup de coeur des bibliothécaires

« Mots »

Par Henri Deleersnijder

Droite

« Lorsqu'on me demande si la coupure entre partis de droite et partis de gauche, hommes de droite ou hommes de gauche, a encore un sens, la première idée qui me vient est que l'homme qui pose cette question n'est certainement pas un homme de gauche », a écrit le philosophe Alain dont les *Propos sur les pouvoirs*¹, bien que remontant à 1925, n'ont rien perdu de leur pertinence. C'est que, en dépit des soubresauts qu'il a subis – et continue de subir –, le binôme gauche-droite n'a pas fini de hanter ou d'interpeller le champ politique actuel.

Dans son ouvrage fondateur publié en 1954 sous le titre *La Droite en France de 1815 à nos jours*, l'historien René Rémond a, pour sa part, dressé un tableau lumineux des trois courants qui traversent la sensibilité de droite : le courant légitimiste, nostalgique de l'Ancien Régime ; le courant orléaniste, libéral et compatible avec la République ; le courant bonapartiste, de nature autoritaire et plébiscitaire. Avec les différences spécifiques qui s'imposent, cette tripartition est aisément transposable à la situation belge et, d'une manière plus large, au contexte européen.

Qu'y observe-t-on, en effet ? Ceci, que les récents rendez-vous électoraux sur le Vieux Continent n'ont fait que confirmer : les mouvements de droite y ont le vent en poupe, disputant à la gauche le leadership – notamment culturel – qui était le sien depuis 1945, au sortir de la Seconde Guerre mondiale. Cela se traduit par une valorisation grandissante de la liberté individuelle, par un appel insistant à l'esprit d'entreprise, par un recours aux vertus enchanteresses du marché et, partant, pour un désinvestissement de l'État : bref, la porte doit rester grande ouverte à l'initiative privée et, du coup, les services publics risquent de se réduire comme une peau de chagrin.

Peu ou prou, toutes les formations de la droite libérale partagent ce credo. Certaines, par contre, s'arriment à des fondamentaux où l'on reconnaît des doses élevées de nationalisme et de xénophobie : le désir de rester entre-soi s'y nourrit de la peur de l'« étranger », l'immigré musulman bien sûr mais aussi l'Autre en général, celui qui vient d'ailleurs ou qui est perçu comme tel. Dans ses variantes radicale et identitaire, cette droite décomplexée ou droite de la droite est titillée par la tentation bonapartiste, redoutable ennemie de la représentativité démocratique toujours encline à incarner le peuple et à établir un lien direct avec lui, loin de toute médiation parlementaire.

Et l'on est bien obligé de se rendre compte que, pour se hisser sur le pavois de ce type de pouvoir, il y a maintenant pléthore de candidats en Europe. Ces leaders, souvent « forts en gueule » et se présentant volontiers comme des « sauveurs providentiels », on les trouve dans toute une série de partis politiques : Pegida en Allemagne, FPÖ en Autriche, Vlaams Belang en Belgique, Front patriotique en Bulgarie, Front national en France, Aube dorée en Grèce, Jobbik en Hongrie, Ligue du Nord en Italie, PVV aux Pays-Bas, Droit et Justice en Pologne, Parti populaire en Roumanie, Ukip au Royaume-Uni, Union démocratique du centre en Suisse. Liste non exhaustive à laquelle il convient cependant d'ajouter les partis dits « populistes » des pays scandinaves, surgis sur la scène politique dès le début des années 70.

Il y a certes plus que des nuances dans ces formations dont la seule énonciation s'apparente à un patchwork : à côté d'un funeste reliquat du fascisme et du nazisme, minoritaire à vrai dire, on y décèle pêle-mêle des ingrédients tels que le souverainisme, l'euroscépticisme ou europhobie, le rejet de la mondialisation et du multiculturalisme, une défiance marquée à l'égard des élites et du parlementarisme traditionnel, une violence verbale à l'opposé du débat d'idées, etc. Ce qui fait dire à maints observateurs, non sans raison d'ailleurs, qu'à l'heure du retour des frontières, on est bel et bien en présence d'une extrême droite en forme de recombinaison.

À moins de faire preuve d'une cécité volontaire, tout ce bouillon de culture aux relents antidémocratiques pourrait s'avérer à terme dangereusement liberticide pour les peuples européens qui succomberaient ainsi de nouveau à ce genre de sirènes. Cela s'est déjà vu dans un passé relativement récent : dans les années 30, par exemple. ••

L'extrême droite aux États-Unis

En avril 2005, à l'occasion de son 32^e numéro, la revue *Aide-mémoire* interrogeait le chercheur américain Chip Berlet, spécialiste de la droite américaine et analyste au *Political Research Associates* de Sommerville (Boston - Massachusetts). Les prochaines élections présidentielles aux États-Unis et la déferlante « Trump » qui a surpris tous les observateurs nous ont amenés à revenir sur cet entretien, mené par Jérôme Jamin, qui dessinait les contours de la nébuleuse d'extrême droite et du radicalisme de droite américains. *Extraits.*

Jérôme Jamin : Chip Berlet, pour commencer, pouvez-vous nous dire qui aux États-Unis parle d'extrême droite, dans quel contexte et pourquoi ?

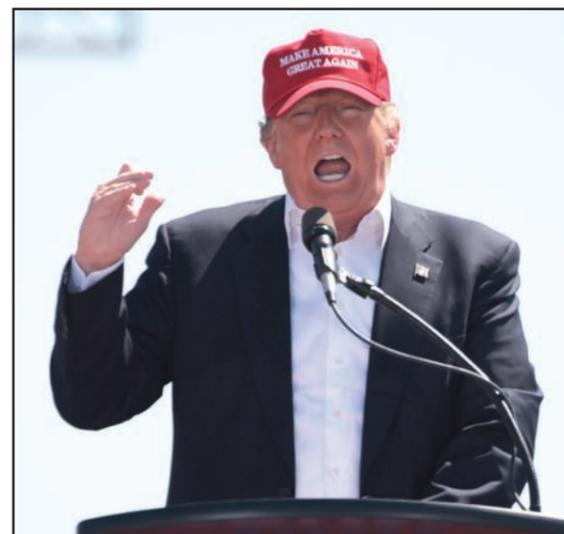
Chip Berlet : Il faut tout de suite insister sur le fait qu'il n'existe pas de consensus aux États-Unis sur ce que le terme « extrême droite » signifie. Il n'y a pas d'accord en la matière ni dans les médias et encore moins dans les milieux académiques ! Ainsi, par exemple, dans de nombreux domaines, les gens vont utiliser ce mot pour décrire une réalité très large qui va de la droite chrétienne aux milices paramilitaires, et du mouvement « patriote » aux groupes néonazis. Il existe donc très clairement des désaccords importants et des différences de vue sur la façon dont il faut qualifier ces tendances. Certaines personnes sont très à l'aise pour qualifier d'extrême droite tout ce qui se trouve à droite du Parti Républicain !

Je n'aime pas, pour ma part, voir les choses de cette manière, quand je parle d'extrême droite ; je ne vise pas un spectre politique aussi large, je pense surtout à des groupes situés à droite qui ont des vues strictement révolutionnaires, des activités ouvertement violentes et qui, surtout, sont complètement hostiles et déconnectés du processus démocratique. Ainsi, je tiens personnellement à faire la différence entre la droite chrétienne, le mouvement patriote et le mouvement des milices d'une part, et l'extrême droite néo-nazie ou le Ku Klux Klan d'autre part. La droite chrétienne et les patriotes sont des mouvements qui se disent et se veulent réformistes, ils appartiennent à la droite populiste et veulent éjecter les « parasites » qui ont mis la main sur le pouvoir, ils veulent débarrasser le pays des élites corrompues et des forces secrètes qui les dirigent. Les néo-nazis et le KKK sont des mouvements révolutionnaires, ils veulent renverser le système politique, par la force et la violence si nécessaire, et exclure un nombre important de gens de la citoyenneté : les noirs, les étrangers, les Juifs, etc. Si à certains égards ils se rapprochent de la droite chrétienne qui, elle, veut aussi exclure de la citoyenneté les homosexuels et les militants en faveur de l'avortement, entre autres catégories d'individus, la droite chrétienne ne va pas aussi loin que les néo-nazis et le KKK qui parlent ouvertement d'expulsion ou d'extermination. Il y a donc une différence de niveau, on a une volonté de réforme et des discours d'une part, on a une volonté de révolution et de la violence d'autre part.

Jérôme Jamin : Si l'extrême droite représentait un danger pour demain, à quel niveau se situerait ce dernier ?

Chip Berlet : Il y a aux États-Unis trois forces qui entrent en ligne de compte. Il y a d'abord les partis politiques traditionnels, les deux principaux partis. Il y a ensuite les groupes populistes de droite, des groupes dissidents et réformistes. Et il y a enfin l'extrême droite révolutionnaire et violente. L'extrême droite n'affecte pas directement les deux grands partis. Mais en revanche, elle soutient et encourage les groupes populistes dissidents qui se trouvent entre elle et ces derniers. Ainsi, dans certaines circonstances, par rapport à certaines questions ou certaines idées, il n'est pas rare que l'extrême droite renforce le poids des populistes de droite et donc leur influence sur les deux partis, par un processus en chaîne. Ainsi, lorsque les populistes sont soutenus et donc politiquement appuyés par l'extrême droite, les Républicains et les Démocrates peuvent chercher à séduire les gens qui sont tentés par les idées de la droite populiste ! Dans certaines circonstances, il n'est donc pas exagéré de dire que tout le spectre politique peut virer vers la droite sur certaines questions. Ce qui est d'ailleurs également vrai pour la gauche !

D'une manière générale, il faut savoir que, dans notre système, les mêmes problèmes sont traités de façon très différentes selon que vous serez *mainstream*, populiste de droite ou d'extrême droite. Ainsi, par exemple, les extrémistes parleront ouvertement de « tuer les immigrés inutiles », quand les populistes parleront pour leur part d'une grande injustice faite aux Américains blancs par rapport aux « hordes » d'étrangers qui envahissent l'Amérique, et quand finalement les partis traditionnels parleront simple-



Donald Trump s'adressant à ses supporters, 19 mars 2016
(cc) Gage Skidmore

ment du problème de l'immigration. On a vraiment trois discours très différents.

Jérôme Jamin : L'extrême droite est-elle obligatoirement violente ?

Chip Berlet : À certains égards, on peut affirmer que l'extrême droite sera d'autant plus violente lorsqu'elle perdra son audience dans l'opinion publique, et surtout lorsque les populistes seront faibles et qu'ils ne pourront dès lors relayer une partie des idées de l'extrême droite. Mais à l'inverse, on peut aussi dire que l'extrême droite devient violente lorsque dans certaines circonstances, plus rares, elle pense qu'elle pourrait ramasser rapidement une grande audience sur un thème spécifique. Lorsqu'elle se rend compte qu'un acte fort pourrait radicaliser et augmenter davantage le nombre de gens susceptibles d'adhérer à ses idées.

L'explosion du building fédéral à Oklahoma City en 1995 par Timothy Mc Veigh illustre mon propos. Mc Veigh faisait incontestablement partie de l'extrême droite, il appartenait à la « subculture » néonazie. S'il a fait sauter le building du FBI, c'est parce qu'il a vu et senti une audience potentiellement forte parmi les groupes populistes qui partageaient la même vision que lui concernant le gouvernement fédéral. Un gouvernement qui, d'après Mc Veigh, cherche à dominer le peuple par le biais de forces occultes (comme l'ONU par exemple), ou à instaurer une tyrannie aux États-Unis en contrôlant les armes, etc. L'extrême droite, en la personne de Mc Veigh, a senti qu'avec cet attentat, il était possible de recruter une large audience chez ceux qui sont entre eux et les partis traditionnels : c'est-à-dire la nébuleuse hétéroclite de gens qui soutiennent ou adhèrent à la mouvance populiste.

Tout le problème se situe au niveau de l'influence que l'extrême droite peut avoir sur les populistes qui eux-mêmes pourront non seulement récupérer des idées de l'extrême droite mais à leur tour influencer pour des raisons électoralistes la ligne politique et idéologique des deux grands partis traditionnels. C'est comme cela que la question des libertés civiles et des droits des homosexuels, que l'aide aux étrangers et aux immigrés et d'autres thèmes sont parfois fort malmenés par ce mécanisme d'influence réciproque. Et que le racisme, l'ethnocentrisme et l'homophobie, à l'occasion, peuvent surgir dans le jeu politique classique.

¹ Alain, *Propos sur les pouvoirs*, Coll. « Folio essais », Paris, Gallimard, 1985.

De la nuance entre droite radicale et extrême droite

U n e c h r o n i q u e d e J u l i e n D o h e t

On lit souvent des analyses différenciant l'extrême droite de la droite radicale, analyses qui si ce n'en est pas le but ont pour effet de rendre acceptable la seconde. En Belgique, le point est particulièrement sensible depuis deux ans et l'arrivée au gouvernement de la NvA, dont une partie de l'histoire et des membres est commune avec le Vlaams Belang. Outre que l'on rappellera que l'arrivée « démocratique » des nazis au pouvoir le fut grâce à des alliances avec des partis de droites « moins radicaux », « classiques »¹, on peut légitimement s'interroger sur les réelles différences. Profitons donc de cette chronique pour aborder un personnage qui sera plus souvent considéré comme membre de la droite radicale que de l'extrême droite.

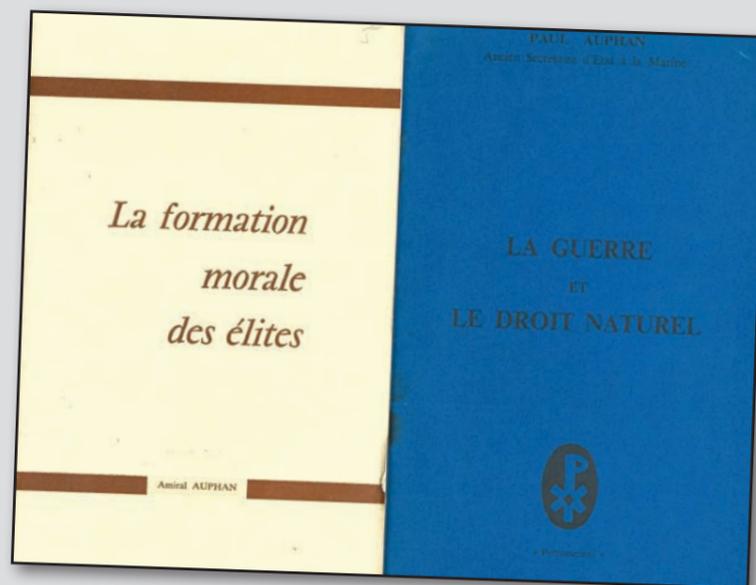
Militaire, catholique, Vichyste

Celui qui signe encore après la guerre ses textes de « Amiral Auphan » ou « Paul Auphan, Ancien secrétaire d'État à la Marine » est né le 4 novembre 1894 à Alès. Entré à l'école navale en 1911, il participe à la Première Guerre mondiale, notamment lors de la campagne des Dardanelles et dans l'Adriatique à bord d'un sous-marin. En 1922, il intègre l'état-major de la Marine puis participera à plusieurs cabinets ministériels dans les années 30 mais aussi au sein du gouvernement Pétain. Nommé chef d'état-major de la marine en août 41 puis Secrétaire d'État à la Marine en avril 1942, il donne pour instruction de saborder la flotte à Toulon en novembre 42 pour ne pas la livrer aux Allemands et démissionne quelques jours plus tard. Il ne rejoint pas pour autant la France Libre de De Gaulle, considérant que Vichy est la seule émanation légale de la France et n'ayant pas digéré l'attaque anglaise de Mers El-Kébir. En août 44, il tente sans succès de jouer les intermédiaires entre Pétain et De Gaulle. Ayant fui la France, il est condamné par contumace en 1946 aux travaux forcés, à la dégradation nationale à vie et à la confiscation de ses biens. Comme beaucoup d'autres, il profite à son retour en France en 1955 d'un second procès qui le condamne uniquement à 5 ans de prison avec sursis et 5 ans de dégradation nationale avant de retrouver son grade et sa pension l'année suivante. N'ayant jamais renié ses engagements, il fait partie de ceux qui lutteront jusqu'au bout pour réhabiliter l'action du Maréchal Pétain et le bilan du gouvernement de Vichy en minimisant ou niant les actions les plus graves. Il sera d'ailleurs président, de 1972 à 1976, de l'Association pour défendre la mémoire du Maréchal Pétain (ADMP)². Décédé le 6 avril 1982, son parcours se conclut par un fait très intéressant concernant le titre de notre chronique. Ce fervent catholique très à droite, qui osera s'opposer aux Allemands par patriotisme et réflexe « 14-18 »³, sera après-guerre un membre très actif de La Cité catholique, et membre du comité de soutien à Jean-Marie Le Pen pour l'élection présidentielle de 1981⁴.

Les deux brochures que nous analysons cette fois-ci datent du milieu des années 70, soit au moment de sa présidence de l'ADMP. L'une d'entre elles est éditée par l'« Office international des œuvres de formations civiques et d'action doctrinale selon le droit naturel et chrétien », un des noms avec ICTUS (Institut culturel et technique d'utilité sociale) de la Cité Catholique. Cette organisation a été fondée en 1946 par Jean Ousset, un anticommuniste acharné marqué par le Front Populaire⁵ et qui voulait redonner une élite aux catholiques⁶ pour contrer la subversion marxiste. Son organisation se développera avec le soutien de la hiérarchie catholique tout en gardant son indépendance et en s'internationalisant. Elle sera notamment influente au sein de l'armée au moment des guerres de libération nationale⁷.

L'importance de l'élite

L'élitisme est vu à l'extrême droite comme une évidence naturelle, opposée à la démocratie qui permet à n'importe quel d'accéder aux responsabilités⁸. Auphan n'échappe pas à cette logique quand il dit, reprenant au passage la distinction maurassienne⁹ rendue célèbre en Belgique par Degrelle¹⁰ : « En France, (...) le "pays mental", celui qui ne fait que parler et critiquer, paralyse le "pays réel", celui qui travaille, qui peine, qui cherche à remplir son rôle dans la société. (...) Vous mesurez le service qu'une élite décidée



pourrait rendre en se substituant à une minorité d'intellectuels désaxés pour répondre à ce vœu de la masse¹¹. » Cette élite, elle est définie ainsi : « Font partie de l'élite tous ceux qui, venus au monde dans n'importe quel milieu social, accomplissent leur tâche quotidienne, si modeste soit-elle, en voyant plus haut que leur intérêt personnel, en pensant au bien commun de la portion de société, grande ou petite, où leur action s'exerce, en remplissant leur devoir d'état comme si Dieu, à travers leur conscience, les regardait¹² », avec une dimension du chacun à sa place chère à la doctrine corporatiste¹³ : « Entre un chef et ses subordonnés – comme, jusqu'à un certain point, entre employeur et employés, entre patron et salariés, entre députés et électeurs... – il s'établit une sorte de pacte tacite par lequel les subordonnés ou les mandants se soumettent au chef, ou au mandataire, à charge à celui-ci qui est par définition placé à un échelon mieux renseigné, de les conduire¹⁴. »

Cette nécessité de reconstruire une élite et de la mettre aux commandes, est d'autant plus urgente que la civilisation chrétienne est menacée. Alors que l'Église établissait des règles, permettait à la civilisation de se développer, « la guerre subversive se caractérise par une perversion égale et fatale de la fin et des moyens¹⁵ ». Ce n'est, pour l'auteur, pas étonnant quand on sait que « (...) ceux qui ne croient pas en Dieu comme les communistes, ou qui n'ont pas les mêmes normes morales que nous comme les musulmans, ou qui n'ont aucun scrupule de consciences comme les machiavéliques, ne sauraient être gênés dans leurs desseins politiques par les exigences doctrinales de l'Église et il serait imprudent de la part d'un chef politique chrétien (...) de ne pas en tenir compte¹⁶ ». On notera au passage combien le musulman n'est pas devenu une cible de l'extrême droite uniquement dans les années 80¹⁷. D'ailleurs, « si vous prenez un peu de recul pour considérer le déroulement de l'histoire, vous verrez, pour prendre un exemple contemporain, que les croisades ont eu, en beaucoup plus grand, un effet stratégique comparable à celui de l'intervention américaine au Vietnam aujourd'hui¹⁸ ». En clair, la fixation de l'ennemi sur son sol par la guerre à cet endroit ralentit sa progression et donc permet de préparer la défense ou la contrattaque. Dans cette vision, les croisades sont vues comme ayant retardé l'arrivée des musulmans en Europe et ainsi sauvé la chrétienté. Et la colonisation est vue comme positive : « En dehors de la vieille Asie, c'est grâce à la colonisation et à rien d'autre que la civilisation s'est répandue dans le monde (...) les colonisés se mettaient de bonne grâce à l'école de la civilisation comme nos ancêtres gaulois par exemple à celle des Romains¹⁹. »

L'ombre de Vichy

Comme on l'a souligné dans la présentation de l'auteur ici analysé, et pour reprendre le titre d'un ouvrage marquant, Vichy est un passé qui ne passe pas. Et Auphan, parlant de la nécessité de la discipline collective, de souligner : « Je vous rappelle, au passage, qu'il ne peut y avoir de nation organisée, d'État, sans un minimum de sens civique chez les citoyens, c'est-à-dire, pour appeler les choses par leur nom, sans une discipline consentie. Des multiples constitu-

tions que la France a connues depuis la grande Révolution, celle qui a été élaborée à Vichy dans la souffrance après notre défaite de 1940, mais qui n'a jamais vu le jour, est la seule à l'avoir affirmé dans son article premier²⁰. » Ou de critiquer la Résistance et les actions de celles-ci²¹ : « en vertu de cet accord (la convention de La Haye) souscrit par toutes les nations civilisées, les milices n'étaient tolérées à côté des armées régulières que si elles avaient, comme elles, un "signe distinctif reconnaissable à distance" et "portaient ostensiblement les armes", ce qui éliminait les combattants sans uniforme, comme on se plaît à dire aujourd'hui et prohibait d'avance les assassinats commis au temps de l'occupation dans le métro ou dans la rue, par un passant apparemment inoffensif qui tire tout à coup un pistolet de sa poche²². »

La critique est d'ailleurs plus large et s'étend au pacifisme, vu uniquement sous l'angle d'une des facettes de la subversion communiste : « Il ne faut donc pas se laisser entraîner dans les courroies

de transmission du communisme international, lequel, sous couleur de pacifisme, cherche beaucoup plus à désarmer ses adversaires qu'à faire régner la justice telle que la conçoit une conscience chrétienne ou même simplement civilisée. Le Mouvement Mondial de la Paix, les associations qui font de la non-violence un absolu et maints autres groupements ambigus sont à classer dans ces courroies de transmission²³. »

On le voit, loin d'être anecdotique et neutre, le parcours et les écrits de l'Amiral Auphan font la liaison entre l'avant et l'après-guerre mondiale pour un milieu très à droite qui ne reniera jamais ses engagements ni ses ennemis et montre que certaines distinctions, si elles sont intéressantes intellectuellement, sont dans les faits nettement moins pertinentes.

- 1 Voir « Les résultats d'une coalition avec l'extrême droite » in *Aide-mémoire* n°30 d'octobre-novembre-décembre 2004
- 2 Voir « L'histoire est incomplète sans le témoignage des perdants » in *Aide-mémoire* n°73 de juillet-août-septembre 2015
- 3 Voir « Un résistant d'extrême droite » in *Aide-mémoire* n°67 de janvier-février-mars 2014
- 4 Voir « Retour sur le discours du fondateur de la dynastie Le Pen » in *Aide-mémoire* n°56 d'avril-mai-juin 2011
- 5 Voir « La cohérence d'un engagement » in *Aide-mémoire* n°40 d'avril-mai-juin 2007
- 6 Voir « La Loi du décalogue » in *Aide-mémoire* n°64 d'avril-mai-juin 2013
- 7 Voir « Quand la résistance et le droit d'insurrection sont-ils justifiés ? » in *Aide-mémoire* n°55 de janvier-février-mars 2011
- 8 Voir « L'inégalité comme étoile polaire de l'extrême droite » in *Aide-mémoire* n°66 d'octobre-novembre-décembre 2013
- 9 Voir « De l'inégalité à la monarchie » in *Aide-mémoire* n°33 de juillet-août-septembre 2005
- 10 Voir « Léon Degrelle et le Rexisme » in *Aide-mémoire* n°23 de janvier-février-mars 2003 et « "Tintin-Degrelle" une idéologie au-delà de la polémique » in *Aide-mémoire* n°50 d'octobre-novembre-décembre 2009 et n°51 de janvier-février-mars 2010
- 11 Paul Auphan, *La formation morale des élites*, Paris, CLC, (1974), p. 18
- 12 *Idem*, p. 2
- 13 Voir « L'extrême droite défend-elle les travailleurs ? » in *Aide-mémoire* n°60 d'avril-mai-juin 2012
- 14 Paul Auphan, *op. cit.*, p. 13
- 15 Paul Auphan, *La guerre et le droit naturel*, Paris, Permanences, (s.d.), p. 12. Précisons que Permanences est le nom de la revue de diffusion des idées de la Cité Catholique. Voir « La pensée "contrerévolutionnaire" » in *Aide-mémoire* n°36 d'avril-mai-juin 2006
- 16 Paul Auphan, *op. cit.*, p. 4
- 17 Voir « Danger : Invasion ! » in *Aide-mémoire* n°22 de juillet-août-septembre 2002,
- 18 Paul Auphan, *op. cit.*, p. 8
- 19 *Idem*, p. 9
- 20 Paul Auphan, *La formation...*, *op. cit.*, p. 17
- 21 Voir *Le « résistancialisme », un équivalent au négationnisme* n°44 d'avril-mai-juin 2008,
- 22 Paul Auphan, *La guerre...*, *op. cit.*, p. 10
- 23 *Idem*, p. 15



Wallonie



FÉDÉRATION WALLONIE-BRUXELLES



Province de HAINAUT



PARLEMENT DE WALLONIE



Province de Liège



Liège



PROVINCE de NAMUR



La Jeune Province



La Mutualité Socialiste



Liège - Huy - Waremme



L'intercommunale au service de votre eau
www.cite.be



Centre d'Action Laïque de la Province de Liège asbl

LA PREMIÈRE

SOYEZ CURIEUX



Le réseau « Territoire de Mémoire »
Les villes ou les communes

Aiseau-Presles, Amay, Andenne, Anderlecht, Anderlues, Anhée, Ans, Anthistes, Antoing, Arlon, Assesse, Awans, Aywaille, Bassenge, Bastogne, Beaumont, Beauraing, Beauvechain, Beyne-Heusay, Beloeil, Berloz, Bertrix, Bievre, Blegny, Bouillon, Boussu, Braine-L'Alleud, Braine-le-Château, Braine-le-Comte, Braives, Bruxelles, Chapelle-lez-Herlaimont, Charleroi, Chaudfontaine, Chaumont-Gistoux, Chièvres, Chimay, Chiny, Ciney, Clavier, Colfontaine, Comblain-au-Pont, Comines-Warneton, Courcelles, Court-Saint-Étienne, Couvin, Dalhem, Dison, Donceel, Durbuy, Ecaussinnes, Enghien, Engis, Erezée, Esneux, Etterbeek, Evere, Fernelmont, Ferrières, Fexhe-le-Haut-Clocher, Flémalle, Fléron, Fleurus, Flobecq, Floreffe, Florennes, Florenville, Fontaine-l'Évêque, Fosses-la-Ville, Frameries, Froidchapelle, Gedinne, Geer, Genappe, Gerpinnes, Gesves, Gouvy, Grâce-Hollogne, Grez-Doiceau, Habay, Hamoir, Ham-sur-Heure-Nalinnes, Hannut, Hastière, Havelange, Herbeumont, Héron, Herstal, Herve, Hotton, Houffalize, Huy, Incourt, Ittre, Jalhay, Jemeppe-sur-Sambre, Jette, Jodoigne, Juprelle, La Bruyère, La Louvière, Lessines, Leuze-en-Hainaut, Liège, Lierneux, Limbourg, Lincet, Lobbes, Malmedy, Manage, Manhay, Marchin, Martelange, Meix-devant-Virton, Merbes-le-Château, Modave, Momignies, Mons, Morlanwelz, Musson, Namur, Nandrin, Neupré, Ohey, Onhaye, Orp-Jauche, Ottignies-Louvain-la-Neuve, Ouffet, Oupeye, Pepinster, Peruwelz, Perwez, Philippeville, Plombières, Pont-à-Celles, Profondeville, Quaregnon, Quévy, Ramillies, Rebecq, Remicourt, Rixensart, Rochefort, Rouvroy, Rumes, Sainte-Ode, Saint-Georges-sur-Meuse, Saint-Ghislain, Saint-Gilles, Saint-Hubert, Saint-Nicolas, Sambreville, Seneffe, Seraing, Sivry-Rance, Soignies, Sombreffe, Somme-Leuze, Soumagne, Spa, Sprimont, Stavelot, Stoumont, Tellin, Theux, Thimister-Clermont, Thuin, Tinlot, Tintigny, Trois-Ponts, Trooz, Vaux-sur-Sûre, Verlaine, Verviers, Vielsalm, Viroinval, Visé, Vresse-sur-Semois, Waimès, Walcourt, Wanze, Waremme, Wasseiges, Wavre, Welkenraedt, Wellin, Woluwe-Saint-Lambert, Woluwe-Saint-Pierre, Yvoir

Les provinces :
Hainaut, Liège, Luxembourg

Le mot de la Présidente

Par **Dominique Dauby**

Il est des mots communs qui circulent dans de paresseux médias mais aussi, dans nos conversations courantes, mine de rien, comme s'ils allaient de soi : la mer tue les candidat/es réfugié/es, la crise frappe les plus défavorisé/es...

On peut supposer, si c'est bien la mer qui tue les migrant/es, qu'il n'y a pas grand-chose à exiger des pouvoirs politiques pour mettre fin à ce massacre. Ni œuvrer avec force à la fin de la guerre en Syrie (c'est tout sauf simple, oui, et alors ?), ni financer la construction de lieux d'hébergement dignes de ce nom en Grèce (pour rappel, l'essentiel des montants prêtés à la Grèce retournent immédiatement dans les banques européennes), ni sanctionner les pays membres de l'Union qui ferment leurs frontières par les armes (avec des balles réelles, en Hongrie, faut-il le rappeler ?), encore moins ouvrir plus largement les frontières de l'Europe (le gouvernement belge vient de décider la fermeture des places, aujourd'hui excédentaires, dans les centres d'accueil pour réfugié/es). La mer tue, soit, qu'y pouvons-nous, passons à d'autres actualités, le bébé panda par exemple...

La crise, elle, frappe les plus défavorisés. Par inadvertance ? Il n'y a pas de choix ni de responsabilités politiques derrière cette frappe ? Personne qui gagne, là où d'autres perdent ? L'anonymat de « la crise », autant que son caractère « naturel » et inévitable, permet de faire l'impasse sur les fondements de notre organisation économique et sociale, sur ses structures profondément inégalitaires. Circulez, il n'y a rien à voir ni à penser...

L'extrême simplicité des formules piège notre pensée plus souvent et plus profondément que nous ne l'imaginons. Comment construire une vision critique du monde si les mots qui le décrivent en masquent la réalité ? Quel engagement citoyen soutenir sans discours, autrement dit, sans projet précis ?



Depuis leur création, les Territoires de la Mémoire s'attachent au sens des mots, aux contextes dans lesquels ils évoluent. Ainsi, utilisons-nous avec prudence et précision, les termes « fascisme », « extrême droite ». Sans une telle exigence, nous prendrions le risque de disqualifier les analyses et arguments qui pointent la dangerosité et l'actualité de ces idéologies liberticides. ••

1 Pour résister au langage uniformisé qui colonise notre cerveau, l'asbl PhiloCité propose une formation d'autodéfense intellectuelle : www.philocite.eu

Une réaction ? Un commentaire ?
Une proposition d'article ?

La revue Aide-mémoire est également la vôtre !

Écrivez-nous :
editions@territoires-memoire.be



page douze

Tarifs réduits à La Cité Miroir*

Les acteurs de l'histoire, c'est vous !

Devenez membre

Versez 10€ (5€ pour étudiant) sur le compte BE14 0682 4315 5583. Une carte vous sera envoyée et vous bénéficierez des avantages.

Plus d'informations : www.territoires-memoire.be/membre

*Pour les activités programmées par Les Territoires de la Mémoire asbl, le Centre d'Action Laïque de la Province de Liège asbl et MNEMA asbl.

Aide-Mémoire Publication trimestrielle du Centre d'Éducation à la Tolérance et à la Résistance • Aide-Mémoire est la revue des membres de l'ASBL "Les Territoires de la Mémoire" • Présidente : Dominique Dauby • Directeur : Jacques Smits • Boulevard de la Sauvenière 33-35 - 4000 Liège • Coordination et cellule pédagogique : 04 232 70 64 • Secrétariat et administration : 04 232 01 04 • Accueil et réservations visites : 04 232 70 60 • Centre de documentation : 04 232 70 62 • Fax : 04 232 70 65 • e-mail : accueil@territoires-memoire.be • www.territoires-memoire.be • Revue membre de l'Association des revues Scientifiques et Culturelles <http://www.arsc.be> • Editeur responsable : Dominique Dauby • Directeur de la publication : Jacques Smits • Directeur Adjoint : Philippe Marchal • Rédacteur en chef : Julien Paulus • Comité de rédaction : Dominique Dauby, Henri Deleersnijder, Gaëlle Henrard, Philippe Marchal, Maïte Molina Mármol, Gilles Rahier, Michel Recloux, Raphaël Schraepen, Olivier Starquit • Infographie et mise en page : Héroufosse Communication - Polleur • Impression : Vervinck et fils • Les articles non signés sont tous de la rédaction.

Toute reproduction, même partielle, de ce trimestriel est strictement interdite sans l'autorisation préalable de l'éditeur responsable. Les articles n'engagent que leurs auteurs. •ISSN 1377-7831